

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No.3 janvier – février 2006

AVANT PROPOS	1
POLITIQUE INTÉRIEURE	2 -
1. Réformer le système politique chinois	2 -
2. Les innovations de la loi en 2005-2006	5 -
ÉCONOMIE	8 -
3. Les prévisions politico-économiques de Justin Lin Yifu	8 -
4. Réforme – et retour – des entreprises d'Etat	9 -
5. Voyage dans le monde curieux des médicaments chinois.....	12 -
SOCIÉTÉ	15 -
6. L'agitation sociale, le droit et l'éthique.....	15 -
7. La revendication du droit de propriété en milieu rural	18 -
POLITIQUE EXTÉRIEURE	21 -
8. Un manifeste nationaliste?.....	21 -
9. Voie chinoise vers la démocratie et promotion de la nation	25 -
10. L'émergence chinoise : compromis entre la puissance et l'influence normative	28 -
AFFAIRES STRATÉGIQUES	33 -
11. Abandonner la mentalité de guerre froide.....	33 -
12. La coopération de sécurité contre les menaces non- traditionnelles en Asie orientale	35 -
13. Porte-avions chinois: cette fois-ci, il est en route	37 -
PRESSE TAIWANAISE	41 -
14. Vers une marginalisation de Taiwan au sein du triangle de sécurité?	41 -
15. L'armement de Taiwan: vers un dénouement consensuel grâce aux patientes négociations de Wang Jin-ping?	42 -

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** est dirigée par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org

AVANT PROPOS

Ce numéro de China Analysis – Les Nouvelles de Chine est marqué par une échéance et par un thème. L'échéance, c'est le rite traditionnel d'une nouvelle année qui est l'occasion, dans les institutions comme dans les revues ou la presse, d'innombrables bilans de fin d'année, rétrospectives ou au contraire prévisions à l'horizon 2006 et parfois au-delà. Dans ce numéro, un bilan de l'économie chinoise et des évolutions possibles pour 2006, le point sur les réformes des entreprises publiques, un tour d'horizon insolite du marché des médicaments, mais aussi l'évaluation de la protestation sociale et de ses racines, urbaines ou rurales, et enfin une rétrospective des acquis de la législation chinoise en 2005 et un passage en revue des grands chantiers juridiques de 2006, correspondent à cette tradition du bilan.

Le thème, c'est celui de la puissance chinoise et de ses manifestations, qu'il s'agisse du nationalisme, de la politique étrangère, des outils de communication internationale, et plus largement même de la confrontation renaissante entre un modèle global et des idéologies et revendications chinoises. Un grand nombre de contributions de cette livraison sont tirés du premier numéro d'une nouvelle revue, Zhongguo yu Shijie GuanCha (China and World Affairs), apparue suite à un colloque tenu en juillet 2005 à l'université Qinghua. Des porte-parole idéologiques mais aussi des experts parmi les plus connus s'y livrent à de véritables débats sur l'identité de la Chine, le nationalisme, mais aussi la reconstruction d'une idéologie dominante et des valeurs de cohésion sociale. Le réexamen de l'Occident, l'hostilité au Japon, occupent une place importante dans ce dossier, où même les partisans d'une voie modérée et consensuelle n'excluent ni controverse, ni conflit. Bien au-delà de la thèse aujourd'hui ressassée de « l'émergence pacifique », ces débats dont la Ligue de la Jeunesse Communiste – en principe fidèle soutien du Président – sont un canal d'expression, posent la question d'éventuelles divergences au sommet de l'appareil. On relèvera toutefois que ces débats semblent canalisés et exclusifs de toute mise en cause du système politique, ou tout débat plus profond sur les institutions.

Enfin, à l'heure où de nouvelles tensions déclaratives se déclarent entre Taiwan et la Chine, une troisième partie de ce numéro fait le point sur la place de Taiwan dans l'équation de sécurité entre les deux rives, et sur les développements en matière d'achats d'armements par Taiwan

François Godement et Michal Meidan

1. Réformer le système politique chinois

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après:

- Pan Wei, "les cinq grands problèmes et opportunités du régime politique actuel de la Chine", *Zhongguo yu shijie guan*, n° 1, 2005, pp. 113-131

Pan Wei, chercheur à l'institut des relations internationales à l'Université de Pékin, ne consacre pas sa contribution à l'étude de la diplomatie chinoise ou aux enjeux stratégiques, régionaux ou mondiaux. Il choisit de présenter un bilan sombre de la situation sociale chinoise et avertit du risque d'une crise sociale si ces problèmes ne sont pas traités à leur racine. Celle-ci est le régime politique chinois lui-même. Il ne propose toutefois pas la disparition du Parti communiste chinois, ni le remplacement du régime actuel par une démocratie, mais un mélange de mesures qui relèvent d'un retour à la fois au communisme et au confucianisme...

Le problème fondamental de la Chine d'après Pan Wei, est la dégénérescence des pouvoirs publics. Dans un contexte de croissance économique soutenue et de prospérité matérielle croissante, le système de marché affecte également le pouvoir politique : la richesse est désormais entre les mains des puissants ; le pouvoir est devenu individuel et arbitraire et ne sert qu'aux riches. "Le pouvoir s'achète et les droits du peuple sont arbitrairement lésés".

La corruption touche désormais à tous les niveaux du parti et du gouvernement, conduit à la "baisse de la qualité" des cadres et à leur discrédit aux yeux de la population. Il est évident pour Pan Wei que les pouvoirs publics en place ne sont pas adaptés à l'économie du marché, surtout en raison de l'absence d'un gouvernement neutre et d'un système légal et pénal indépendant.

Pan Wei évoque trois voies possibles pour la réforme, pour en réfuter les deux premières 1) maintenir le système politique actuel tout en combattant la corruption 2) introduire un système démocratique électoral à l'occidental, et 3) séparer le Parti du gouvernement et

appliquer le principe du gouvernement par la loi (*fazhi*). Le rôle du Parti se limiterait alors à la formulation des politiques et à la désignation des gouverneurs mais il se retirerait du travail d'administration quotidien. Ce système permettrait de réduire les opportunités de corruption et de limiter le pouvoir du gouvernement¹.

Si le maintien du système actuel est au cœur des problèmes sociaux auxquels fait face la Chine, la lutte contre la corruption ne suffira pas à elle seule pour redonner une légitimité aux fonctionnaires et aux hommes politiques. La corruption est, pour Pan Wei, une des manifestations d'un "vide idéologique" et de la dégénérescence des élites politiques et intellectuelles. Le "désarroi idéologique" résulte à la fois de l'assaut de l'économie de marché et de l'introduction d'idéologies occidentales. La réforme devrait donc être plus profonde. Toutefois, l'auteur estime que la démocratie occidentale est mal adaptée à la culture politique chinoise et ne serait pas une réponse aux maux chinois. L'auteur base son analyse de la période contemporaine sur l'héritage culturel et politique du pays, (et voit même dans le maoïsme des traits de continuité de cette culture politique), et ne tient pas compte de l'influence de nouveaux courants de pensées en Chine. Bien qu'il reconnaisse (pour le déplorer) l'introduction de la pensée occidentale dans son analyse, et surtout dans ses recommandations, on peut estimer qu'il ne prend pas vraiment en compte la mutation profonde de la société chinoise sur la plan idéologique ou structurel.

Le deuxième grand problème qui est donc lié directement à cette dégradation de la qualité des cadres et fonctionnaires en Chine est celui de la société rurale. Pan Wei compte parmi les causes principales du malaise en milieu rural la croissance démographique et la diminution en parallèle des terres cultivables, la paupérisation relative et absolue de la société rurale et les difficultés des petits

¹ L'auteur ne développe toutefois pas plus cette idée. Si le retrait du Parti de la gestion quotidienne du pays pourrait contribuer à limiter la corruption des cadres du Parti, il ne dit pas comment combattre la corruption des hommes au pouvoir, comment le pouvoir du gouvernement pourrait être limité, et quel arbitrage s'exercerait pour maintenir ce très relatif équilibre entre les pouvoirs.

agriculteurs à s'associer entre eux. Or, s'il y a une baisse des terres cultivables, il y a également une exploitation inefficace des terres et des technologies: la main d'œuvre requise pour exploiter les terres cultivables (vu l'état des technologies disponibles) en Chine serait, d'après l'auteur, de 200 millions de personnes, le surplus de main d'œuvre est de ce fait énorme et bien que les entreprises rurales aient pu en absorber une partie dans les années 1990, ces dernières connaissent également une stagnation relative et ne sont plus en mesure de créer de nouveaux emplois. Le milieu rural en Chine devrait accomplir une transition vers l'industrie de biens marchands et cesser d'être une économie autosuffisante de subsistance, car la concurrence des agricultures occidentales et la lenteur relative de la hausse des niveaux de vie à la campagne conduisent à la paupérisation absolue et relative par rapport au milieu urbain. Pour ce faire, il faudrait revenir à une logique collectiviste. Or, à la différence de l'Occident où la paysannerie a connu une époque de servitude et où l'industrie connaît à présent des formes d'organisation (dans le milieu urbain) de "type militaire" et donc où la revendication de la liberté n'est pas étonnante, le monde rural chinois est traditionnellement "libre" et "égalitaire", et se réunit très difficilement. L'expérience des travaux publics maoïstes, "bien que leur prix ait été élevé" a été un succès indéniable pour la paysannerie chinoise. Ainsi, les intellectuels chinois qui "portent tous les gênes des petits agriculteurs, s'opposent au nom de la 'liberté' à l'association des paysans et au nom de la 'gestion' soutiennent des systèmes d'eau et de chauffage indépendants pour des centaines d'habitants d'un même immeuble". C'est dans la collectivisation des ressources que le gouvernement devrait intervenir, aussi bien dans la mise en commun des terres et de la main d'œuvre paysanne que dans l'encouragement de la société rurale à s'organiser et partir en ville, voire même créer de nouvelles villes.

Pan Wei propose quatre mesures: d'abord, libéraliser la mobilité des paysans vers les villes et leur fournir un accès égalitaire à l'éducation et aux services sociaux même dans les grandes villes; encourager la transition vers l'industrie; encourager les paysans pauvres à bâtir de nouvelles villes, ce qui leur permettra de quitter les terres et enfin, subventionner l'éducation

de la nouvelle génération paysanne. Mais tant que les pouvoirs publics ne comprennent pas le rôle qu'ils doivent jouer (puisqu'ils ont abandonné leur rôle de voie de communication avec la population), la fragmentation de la société rurale se poursuivra et perpétuera les phénomènes actuels; la protestation sociale atteindra, par conséquent, des niveaux de plus en plus alarmants.

Lié à ce problème de la société rurale est celui de la nouvelle couche pauvre urbaine, les ouvriers paysans (*nongmingong*). Ces employés saisonniers constituent des villages à l'intérieur des villes où ils se regroupent. Bien qu'ils soient une force importante dans l'essor des villes, ils incarnent aussi "l'extrême pauvreté urbaine" et la menace de criminalité des villes, et ne jouissent d'aucune protection sociale. "Pour l'instant, ils ne constituent pas de force politique (*zhengzhi liliang*) mais si une agitation touche les villes, ces prolétaires (*wuchanzhe*) deviendront l'avant-garde de cette agitation". De plus, poursuit Pan Wei, "dans l'histoire, ce sont les migrants qui ont été la force principale responsable de l'écroulement (*bengkui*) du pouvoir politique". Enfin, il y aurait des "investissements importants effectués en provenance de l'étranger pour encourager l'organisation des ouvriers urbains (*chengshi mingong*) afin qu'ils défendent leurs intérêts (*weiquan*)". Or, si à la base les *mingong*, à la différence de la population flottante, ont des racines rurales (et la ruée annuelle vers la campagne pendant la Fête du Printemps le démontre), à présent, les gouvernements locaux extirpent (*wadiao*) leurs racines rurales, et les gouvernements urbains ne leur permettent pas d'en retrouver de nouvelles. A défaut de gestion adéquate de cette situation et d'une coordination plus étroite entre les administrations en milieu rural et urbain pour permettre aux *mingong* d'accéder à une position d'égalité en ville, les *mingong* deviendront une "opposition politique aux citoyens et une force d'opposition au gouvernement".

Ceci nous amène au problème du "désarroi idéologique de la société". Le cœur du raisonnement de Pan Wei est expliqué dans le quatrième grand problème de la Chine contemporaine. Pour lui, la "conscience majoritaire de la société" (*shehui zhuliu yishi*), appuyée par

le régime, constitue un élément de cohésion sociale et de stabilité pour l'état nation. Quelle est cette "conscience majoritaire"? C'est une "identification sociale fondamentale et un consensus concernant les normes de conduite sociaux".²

Prenant l'exemple des pays occidentaux, l'auteur discerne plusieurs types d'identification: morale (la religion), communautaire ou régionale, patriotique et enfin politique (un système libéral démocratique qui s'appuie sur le gouvernement par la loi...). L'appui principal à cette identification est, en Europe continentale, à la fois la religion et les officiels (*guanfang* – un terme très vague et vaste qui semblerait indiquer une élite bureaucratique et politique), tandis que le système anglo-saxon³ n'est pas appuyé par une élite politique mais par la classe moyenne. En Chine, l'identification se repose sur une morale populaire, un système patriarcal rural et enfin un système de fonctionnaires. L'élite confucéenne a donc été chargée de représenter et exemplifier les valeurs morales et était au cœur de la conscience/idéologie nationale. Dans ce sens, l'avènement du Parti communiste chinois a, pour l'auteur, maintenu cette tradition car les cadres du PCC jusqu'au début des réformes et de l'ouverture, ont maintenu l'exemplarité du pouvoir et l'identification aux valeurs la morale socialiste (à savoir "la poursuite d'intérêts collectifs au détriment de la poursuite des intérêts individuels"), à un régime politique gouverné par le PCC ainsi qu'une identification patriotique (*aiguozhuyi*⁴). La continuité réside non pas dans les valeurs transmises et l'idéologie défendue mais dans le rôle des élites politiques comme piliers de l'exemplarité (confucéenne) morale et idéologique et la

personnification de normes de conduite et des valeurs morales.

Depuis le début des réformes et l'ouverture, avertit Pan Wei, on assiste à une détérioration de la qualité des fonctionnaires et à une désintégration de cette idéologie. "La poursuite du bénéfice et la culture de l'argent (*jinqianzhuyi*) a dissipée toute idéologie sociale. Les valeurs scientifiques cèdent la place à un mysticisme croissant. L'esprit collectif disparaît, toute activité collective est vouée à l'échec et en même temps, on nie le patriotisme pour chanter les éloges de l'impérialisme – le consensus de naguère concernant le patriotisme est devenu un champ de bataille sur la légitimité même du terme".

Qui en est responsable? Les élites politiques – du parti et du gouvernement – car le marché est, dans son essence, "en contradiction avec la morale", il induit à la maximisation des intérêts et aux bénéfices individuels au détriment de l'entraide. Le marché est "naturel", alors que la morale doit être promue et défendue. C'est donc au gouvernement de maintenir et diffuser les valeurs morales. Néanmoins, en Chine actuellement, "la logique du marché est transformée en mythe (*shenhua*) par les élites économiques, et les limites entre bien et mal effacées". Qui plus est, "certains intellectuels dont les cerveaux ont été lavés par la pensée occidentale veulent abandonner l'idéologie socialiste pour permettre un pluralisme idéologique et espèrent réaliser ainsi la liberté politique (*zhengzhi ziyou*)". Tout cela est à l'origine du désarroi idéologique en Chine: la corruption des fonctionnaires et l'influence de la pensée occidentale. Une fois que l'élite politique perd son exemplarité, la conscience/idéologie de la société s'écroule, "et le jour de cet effondrement n'est pas loin".

Pour Pan Wei, le PCC tend vers une bureaucratisation démesurée, ses résolutions deviennent trop "rigides" (*bagu*), ses outils de propagande deviennent bornés, ils s'occupent à prohiber (*jinzhi*) au point où ils ont cessé de "guider".

Dans un contexte interne aussi sombre, le poids des puissances externes devient inéluctablement insupportable. En bon réaliste, l'auteur évoque l'appréhension américaine face à l'émergence chinoise.

² Il est remarquable qu'en adoptant ce terme issu de celui de « mainstream » dans la sociologie américaine, Pan Wei comme d'autres contributeurs de ce dossier prennent aussi le contre-pied de la sociologie marxiste de classe.

³ Les auteurs de cette revue distinguent système anglo-saxon (représenté par les Etats-Unis et l'Angleterre) et l'Europe continentale comme deux composantes du monde occidental. Voir également cette référence chez Zhao Hongwei

⁴ Sur le débat "patriotisme" vs. "nationalisme", voir François Godement, "Un manifeste nationaliste?", dans ce numéro

Cependant, affirme Pan Wei, la Chine n'a aucune intention de devenir un hégémon et pourrait offrir un soutien important aux Etats-Unis et au maintien de leur suprématie stratégique internationale, si les Etats-Unis maintenaient un ordre mondial de sécurité et une "certaine équité internationale", et s'ils arrivaient à se détacher de leur propre vision réaliste du monde... Si seulement les Etats-Unis pouvaient abandonner leur soutien à Taiwan et cette vision de la Chine comme ennemi, la Chine deviendrait un partisan des Etats-Unis. "Mais la Chine ne peut pas compter sur un changement d'attitude du côté américain". Le seul facteur qui fera éviter un conflit entre la Chine et les Etats-Unis est selon Pan Wei... l'émergence de la Russie. La question qui se pose est de savoir si l'affirmation de la Russie en tant que puissance aura lieu avant le conflit entre la Chine et les Etats-Unis.

En attendant, les Etats-Unis disposent de deux moyens pour "contenir" la Chine: une intervention sur la question taiwanaise et semer le trouble à l'intérieur de la Chine. Toutefois, et ici Pan Wei rejoint Shi Yinhong et Zhao Hongwei pour mettre l'accent sur l'importance des moyens "souples" et "dures", et conclut ses propres propos: la Chine pourra exercer une influence suffisamment forte sur Taiwan, si son régime politique est crédible.

2. Les innovations de la loi en 2005-2006

Synthèse commentée de Valérie Demeure-Vallée, d'après:
 - Zheng Guosong, " La construction d'un Etat de droit⁵ en 2005: les avancées de la Chine", 21 Shiji Jingji Baodao, 26 décembre 2005.
 - Fan Libo, "Le gouvernement par la loi", Caijing, 6 février 2006

Poursuivant son chantier vers l'édification d'un système de "gouvernement par la loi" (*fazhi*), la Chine a mis en place de nouvelles réformes en 2005. Les plus importantes ont été proposées par la Cour Suprême dans son deuxième plan

⁵ *Fazhi*: correspond au concept anglo-saxon du "rule of law", que l'on peut traduire par "le gouvernement par la loi" mais qui en droit français correspond au concept d'Etat de droit

quinquennal et concernent le fonctionnement de l'institution judiciaire et de la procédure pénale. Parallèlement, de nouvelles lois ont été adoptées en matière civile et administrative, tandis que certains projets de lois débattus durant l'année devraient devenir effectifs en 2006.

1. Des réformes importantes de l'institution judiciaire et du système de procédure pénale proposées par la Cour Suprême dans son 2^e plan quinquennal

Au mois d'octobre 2005, la Cour Suprême a publié son "deuxième plan quinquennal sur la réforme du système judiciaire" qui aurait obtenu l'aval du pouvoir central.

Ce deuxième plan quinquennal propose de réformer le système procédural (*chengxu zhidu*) ainsi que le système d'organisation des comités de décision au sein des tribunaux (*fayuan shenpan weiyuanhui*). Concrètement, les membres du comité de décision d'un tribunal pourraient désormais directement se réunir pour juger les affaires particulièrement sensibles, complexes, graves ou celles ayant une importance juridique de portée générale.

Le plan prévoit aussi de mettre en place un système d'instruction des affaires qui serait calqué sur le "système de précédent" tel qu'il est utilisé dans les systèmes juridiques occidentaux⁶. Il envisage de doter les tribunaux de moyens de financement qui proviendraient du budget et des finances publiques tant des provinces et du pouvoir central.

Il prévoit également de mettre en place:

- un système de sélection des magistrats qui permette aux juges compétents des tribunaux locaux d'être affectés dans les tribunaux ayant un plus haut degré de juridiction
- un système de responsabilité des magistrats fondé sur l'indépendance de la loi lorsqu'ils statuent
- un système de collégialité⁷ pour juger certaines affaires

⁶ L'auteur de l'article parle du système utilisé dans les "système français, anglais et américains" mais le système du précédent n'est pas strictement identique en droit anglo-saxon et en droit latin, toutefois l'auteur ne donne aucune précision sur la façon d'utiliser le système du précédent en droit chinois.

⁷ Concrètement le président du tribunal et le magistrat qui préside l'audience devraient se réunir pour trancher une affaire

Une série de réformes sur la gestion du personnel judiciaire est proposée concernant l'âge de départ à la retraite des magistrats, l'augmentation de leur rémunération, leur recrutement et le recrutement d'assistants de magistrats. D'autres thèmes plus généraux telles que la réforme du système de preuve pénale, le respect du principe de la présomption d'innocence, la protection des droits de l'homme, la normalisation des relations entre les tribunaux et les médias etc.. sont également abordés.

En réalité, si ce deuxième plan quinquennal a connu un certain retentissement médiatique au mois d'octobre, c'est surtout parce que la Cour Suprême s'est ré octroyé le droit de réviser les affaires prévoyant des condamnations à la peine de mort⁸. Cette mesure intervient après une année où plusieurs scandales⁹ ont été révélés dans la presse. La Cour Suprême a annoncé la création à cet effet de trois tribunaux spécialisés ainsi que le recrutement de 400 magistrats chargés de réviser les cas de condamnation à la peine de mort

Dans le même état d'esprit, le 7 décembre, la Cour Suprême a publié un "avis concernant la mise en œuvre progressive des jugements en séance publique des cas de condamnations à la peine de mort jugés en seconde instance". Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2006, les cas de condamnations à la peine de mort qui sont sujet à controverses, en raison d'un problème de preuves ou de prise en considération de certains faits par exemple, sont jugés en séance publique. Et, à compter du mois de juillet 2006, tous les cas de condamnation à la peine de mort jugés en seconde instance pourront

⁸ sur la peine de mort en général cf. ZHANG NING, "Le débat sur la peine de mort aujourd'hui en Chine", Perspectives chinoises n°91, septembre-octobre 2005

⁹ Plusieurs affaires ont été révélés parmi lesquelles celles de: She Xianglin qui était accusé d'avoir assassiné sa femme et est resté 11 ans en prison. Il a finalement été reconnu innocent et a été relâché après la réapparition de femme "soit –disant morte"à leur domicile; Nie Shubin, exécuté en 1994 après avoir été reconnu coupable de viol et de meurtre d'une femme de son village. Début 2005, un suspect appréhendé par la police de la province du Henan a reconnu avoir commis ces crimes il y a 11 ans; Xu Jingxiang, incarcéré durant 13 ans pour vol et finalement reconnu innocent

l'être en séance publique. En pratique cette réforme est importante car même si la Loi de Procédure Pénale prévoyait cette faculté pour les tribunaux, peu l'utilisaient.

Ces réformes de l'institution judiciaire ont assurément leur importance, même si en pratique, il est un peu tôt pour juger de leur efficacité, tout dépendra de leur application concrète à terme. Récemment, les dirigeants chinois Hu Jintao et Wen Jiabao ont affirmé que le gouvernement souhaitait, à terme, ratifier le "Pacte International relatif aux droits civils et politique" des Nations Unies que la Chine avait signé en 1998. Les réformes annoncées semblent aller en ce sens.

Outre ces mesures de réforme, l'année 2005 a été marquée par l'adoption de lois importantes dans divers domaines comme la fonction publique, la fiscalité ou le droit civil et des débats sur des projets de lois qui devraient se concrétiser en 2006.

2. Les principales lois adoptées par l'APN en 2005, projets de lois débattus et perspectives pour 2006

L'Assemblée Populaire Nationale (APN) a adopté une nouvelle loi pour gérer les relations au sein de l'administration, la "loi sur les fonctionnaires" (*gongwuyuan fa*). Cette loi fait suite à la "loi de permission administrative", elle s'appuie sur le concept de "gouvernement par la loi" (*fazhi*) pour normaliser les relations entre fonctionnaires et engager leur responsabilité dans le cadre de leurs fonctions. Actuellement, un projet de "loi sur les contraintes administratives" (*xingzheng qiangzhi fa*) est en cours de délibération devant l'APN.

Ces trois lois ont officiellement pour objectif de limiter les pouvoirs des autorités et de l'administration.

De son côté, le gouvernement a publié au cours de l'année 2005 un programme destiné à mettre en œuvre un système de prévention et de punition de la corruption au sein de l'administration. Ce programme prévoit l'instauration d'ici 2010 d'un cadre législatif pour combattre la corruption au sein de la fonction publique. Ce projet s'inscrit dans la logique des engagements pris par la Chine en 2003 lorsqu'elle a

signé la Convention de l'ONU contre la corruption¹⁰.

L'APN a également adopté la "loi d'imposition sur les revenus personnels". Le seuil des revenus imposables a été modifié¹¹. Pour ce faire, les membres des différentes commissions de travail de l'APN avaient ouvert des audiences législatives publiques (*lifa tingzhenghui*). Les membres permanents de l'APN ont également ouvert des discussions sur le projet de "loi concernant le droit des biens" droit de la propriété (*wuquanfa*). Au mois de juillet, ils ont sollicité les avis du public via les médias et Internet sur ce projet. Cette loi sur le droit de la propriété sera l'un des chantiers importants de 2006 avec la loi sur les comportements illégaux (*qinfa xingwei fa*) et qui devraient toutes deux figurer dans le code civil.

D'autres lois actuellement en cours de discussion devraient également voir le jour en 2006.

En ce qui concerne le droit du travail les "loi d'arbitrage en cas de conflit dans les relations de travail", "loi pour la promotion de l'emploi", "loi sur les contrats de travail" sont actuellement débattues.

Pour ce qui est du droit des sociétés, la "loi sur les faillites des entreprises" est actuellement en cours de discussion devant l'APN, la "loi contre la concurrence déloyale" devrait également être débattue tandis que les "loi sur le partenariat d'entreprises", "loi anti-monopole", "loi relative à l'impôts des sociétés" et "loi sur les télécommunications" vont être soumises pour la première fois devant l'APN.

Du côté des finances publiques, la "loi comptable" est examinée par l'APN actuellement tandis que la révision de la loi budgétaire lui sera soumise pour la première fois en 2006.

D'autres lois sont à l'étude en ce qui concerne la sécurité des aliments et l'hygiène alimentaire, la lutte contre le blanchiment d'argent, les progrès techniques et scientifiques etc.

En conclusion, il ne fait aucun doute que la Chine cherche à se doter d'un cadre juridique et légal comme l'y contraignent ses engagements internationaux et les évolutions sociaux et économiques internes auxquelles elle doit faire face; Pour cela, elle tente parfois d'importer des concepts juridiques des systèmes occidentaux, mais de nombreuses difficultés liées à la traduction et à la définition des termes ainsi qu'à leur mise en place dans un système dépourvu de culture juridique, mettent en question les effets de ces efforts. Il conviendra donc de laisser le temps au temps pour apprécier le succès de cette entreprise législative et juridique.

¹⁰ Convention adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 31 octobre 2003

¹¹ Le 27 octobre 2005, le comité permanent du Congrès a revu à la hausse le seuil d'imposition sur les revenus individuels, il est de 1800 RMB désormais contre 800 RMB auparavant.

3. Les prévisions politico-économiques de Justin Lin Yifu

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

- Lin Yifu, « *Espoirs et Propositions Économiques pour la Chine en 2006* », *Sina.com*, 10 janvier 2006

Lin Yifu est directeur du Centre Pour la Recherche Economique de la prestigieuse Université de Pékin. Il s'est livré début janvier de cette nouvelle année au traditionnel exercice qui consiste à dresser un bilan de l'année écoulée et à faire des prévisions pour celle qui commence.

De manière générale, Lin Yifu se félicite des bons résultats de 2005.

Il qualifie la croissance, estimée à 9,4% (les derniers chiffres sont plus proches de 10%), de « stable » (*pingwen*) et rapide (*kuaisu*). Il s'agit d'après lui de la meilleure année depuis 1998. Son évaluation est fondée en grande partie sur l'analyse de l'**inflation**. On sent effectivement que les débats sur la surchauffe de l'économie chinoise ne sont pas loin. Lin se livre ainsi à une rapide analyse de l'inflation durant les dernières années. En 2003, 2004 et 2005, il la met sur le compte de l'augmentation des prix dans les secteurs de l'alimentaire, de l'immobilier, de l'automobile. Ces secteurs ont en réalité souffert des mauvaises récoltes des années précédentes, d'une augmentation des prix des constructions et des matières premières. Mais Lin affirme que les récoltes ont été bonnes en 2004 (augmentation de la production de grains de 3,8 millions de tonnes) et 2005 (+ 1,5 millions) et que ces bons résultats devraient permettre un ralentissement de l'inflation en 2006. A ces bons résultats s'ajoute le succès des mesures de contrôle. Ces divers facteurs expliquent qu'on puisse s'attendre à un ralentissement de l'augmentation des prix pour 2006.

Son analyse pour 2006 se veut d'autant plus optimiste qu'il attribue l'inflation chinoise à de simples surinvestissements ayant généré des capacités de production supérieures à la

demande. Autrement dit, selon Lin, l'inflation dont a souffert le pays ces dernières années n'est pas due à une bulle financière et ne devrait donc pas avoir de conséquences sur les marchés financiers ni sur la demande.

Ce qui amène Lin à se pencher sur la question de la **consommation chinoise**, souvent vilipendée comme l'une des principales fragilités économiques du pays. Encore une fois, Lin se veut très optimiste : la consommation devrait augmenter d'au moins 7% en 2006. Pourquoi de telles prévisions ? En grande partie parce qu'une des causes de la faible consommation chinoise est à chercher dans la faible demande des **milieux ruraux**. Or celle-ci devrait croître en 2006. Les salaires ont en 2004-2005 connu une augmentation qui a également touché les campagnes (+ 6,8% en 2004, + 6% en 2005). En outre, les zones rurales vont bénéficier des aides liées au programme de « Mise en Place du Socialisme des Nouvelles Campagnes » (*shehuizhuyi xinnongcun jianshe*). Celui-ci comprend trois objectifs : améliorer (1) la production des zones rurales ; (2) la vie quotidienne et (3) l'environnement de consommation. Les dirigeants espèrent ainsi réduire les écarts entre la campagne et la ville.

Enfin, selon lui, le gouvernement a réussi à contenir les dossiers les plus explosifs de 2005 (faute d'avoir pu les désamorcer serait-on tenté d'ajouter). Il énumère les points chauds de l'année passée sur lesquels le gouvernement a su rester ferme: la réforme des banques commerciales publiques (voir l'introduction en Bourse de la Bank of Communication en novembre), la mini réévaluation du yuan, la réforme de la répartition des actions sur le marché boursier et le problème des finances publiques. Chacun de ces sujets sensibles a connu, selon Lin, des avancées positives. Reste qu'il est encore un peu trop tôt pour crier victoire : le problème des créances douteuses n'est absolument pas résolu, les questions relatives au yuan restent entières, les réformes de la Bourse et des finances publiques sont loin d'être achevées et ne peuvent pas encore être considérées comme des succès. Mais il est vrai que les pouvoirs publics ont évité le pire sur chacun de ces sujets.

N'y a-t-il donc aucun motif d'inquiétude à l'horizon 2006 ? Lin Yifu en voit quelques uns mais pense qu'ils peuvent facilement être réglés.

Le premier concerne les surcapacités industrielles qui risquent d'avoir des conséquences néfastes sur les investissements et la demande¹². Mais Lin explique que l'état industriel encore peu avancé de la Chine constitue un atout pour elle et cite trois raisons de ne pas s'inquiéter des surinvestissements : (1) la qualité des biens produits est en augmentation constante et de nombreux investissements sont encore nécessaires pour que les produits chinois se substituent aux importations ; (2) d'autres investissements sont aussi indispensables pour que le pays complète un rattrapage technologique et enfin (3) les contrôles des gouvernements locaux sur l'économie permettent un développement équilibré.

Malgré tout, pour lui, le meilleur moyen de lutter contre les surcapacités consiste à tout faire pour accroître la consommation chinoise.

Le second problème est lié aux imperfections du **système financier** chinois. Lin s'attarde sur les problèmes de financement des PME chinoises. Son analyse est simple : il existe quatre banques commerciales publiques chinoises, qui constituent les plus gros établissements du pays. Il estime qu'à elles quatre, elles ne prêtent de l'argent qu'à 200 000 entreprises. Si l'on ajoute les prêts des 13 banques par actions, le nombre d'entreprises bénéficiant de prêts bancaires monte à 500 000. Or, les estimations avancent le chiffre de 10 millions d'entreprises en Chine. Ce qui signifie que pas moins de 95% de ces entreprises sont privées de canaux de financements...¹³ Lin souligne que l'élargissement des possibilités de financement est un préalable

¹² A l'heure où nous écrivons ces lignes (fin janvier), le gouvernement semble en voie d'imposer des restrictions sur les investissements concernant le secteur automobile. Cf. « Le Conseil des Affaires d'Etat a Décidé de Mesures pour la Surchauffe de l'Industrie Automobile » dans le *Zhongguo Cailing Bao* du 27 janvier 2006.

¹³ ... Ce qui explique la prolifération des « financements gris ». Voir à ce sujet « Les Modes Clandestins de l'Economie Chinoise », *Revue Financière Grande Chine*, n° 306, 16 décembre 2006.

indispensable pour que la Chine parvienne à surmonter les défis qu'elle s'est lancés (rattrapage technologique, accroissement de la demande, etc.). Il est donc indispensable de poursuivre la réforme du système financier chinois. Mais la réticence des banques publiques à prêter aux PME privées est un problème « congénital » (*xiantian*). Lin prône donc des mesures locales visant à améliorer la répartition des crédits : sont cités les exemples de Taizhou et de Wenzhou (toutes les deux situées dans la province du Zhejiang). Il invite aussi le gouvernement à mettre en place des politiques favorisant la création des PME sur le modèle américain.

En conclusion, Lin estime que le gouvernement doit particulièrement mettre l'accent sur (1) le programme de Mise en Place du Socialisme des Nouvelles Campagnes ; (2) la réforme du système financier ; (3) la consommation et (4) le contrôle des investissements. En prêtant attention à ces quatre points, l'économie chinoise ne devrait pas connaître de problème en matière de surcapacité industrielle.

4. Réforme – et retour – des entreprises d'Etat

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

- Li Rongrong : « Quelques problèmes difficiles et importants dans la réforme des SOE », Hongguan Jingji Yanjiu, n°11, 2004, pp. 3-10.

Li Rongrong est l'actuel Président et Secrétaire du Parti de la **State-owned Assets Supervision and Administration Commission**¹⁴ (SASAC). Créée en mars 2003 et dépendant directement du Conseil des Affaires d'Etat, cette très puissante commission est chargée de mener à bien la restructuration des plus grosses **entreprises d'Etat chinoises (State-owned Enterprises, SOE)**¹⁵. A l'heure

¹⁴ Sur cette Commission, on se référera aux numéros 5 (avril 2003), 14 (mars 2004) et 21 (novembre 2004) des *Nouvelles de Chine* ainsi qu'à GREEN Stephen, LIU Guy S. (éds.), *Exit the Dragon? Privatization and State Control in China*, Londres, Chatham House, Blackwell Publishing, 2005, 237 p.

¹⁵ Par raccourcis, nous désignerons sous le terme SOE les entreprises contrôlées par l'Etat

actuelle, 169 SOE, qui comptent parmi les plus grosses sociétés chinoises, sont placées sous sa responsabilité. Cet article permet donc de prendre la température d'un des plus gros chantiers des réformes de l'économie chinoise depuis 1997, celui de la restructuration des SOE.

Force est de constater que, malgré la très officielle rhétorique d'usage dans ce genre d'articles, Li n'hésite pas à dénoncer les graves faiblesses des SOE et se montre, somme toute, assez critique.

L'article dresse d'abord un état des lieux des réformes. Il identifie quatre points :

1/ En matière de **structure d'actionnariat**, Li se félicite de l'accélération des réformes. Plus de 50% des SOE seraient passées à une structure par actionnariat avec une diversification des actionnaires¹⁶. La conséquence directe de cette avancée est que ces SOE deviennent plus compétitives et sont désormais régies par le droit des contrats. La gestion des actifs et des employés se fait désormais par la loi.

2/ Autre avancée, Li note une **augmentation de la place de l'Etat dans l'économie** en même temps qu'une amélioration de ses capacités concurrentielles (voir le tableau ci-dessous).

En 1998, seules trois entreprises chinoises figuraient parmi le classement Fortune des 500 plus grosses compagnies mondiales. Ce chiffre était passé à 18 en 2004, parmi lesquelles 15 SOE. Li cite l'exemple de la célèbre entreprise d'acier Baosteel de Shanghai qui en 2004 est passée de la 372^{ème} à la 304^{ème} place ainsi que les Nanfang Dianwang ou encore le

et les entreprises à proprement parler étatiques (*guoyou ji guoyou konggu qiye*)

¹⁶ ... Reste que le passage à des structures d'actionnariat ne garantit pas toujours la fin du contrôle de l'Etat sur ses entreprises. Cf. par exemple : LIU Guy S., PEI Sun, "Ultimate Control, Stock Pyramids, and Intermediate Shareholding Classes in China Public Corporations", mars 2004 ou encore Shanghai Stock Exchange, *Rapport sur la Gouvernance des Entreprises Chinoises (année 2004). Indépendance des Conseils d'Administration et Réussite (en chinois)*, Shanghai : Centre de Recherche du SSE, Shanghai, Fudan University Press, 2004.

constructeur automobile Yiqi qui ont intégré ce groupe fermé en 2005.

Ces entreprises sont de plus en plus compétitives et investissent dans leur développement. Parmi les 169 SOE dépendant de la SASAC, on compte 476 centres de R&D. En 2004, Li dénombre 229 043 nouveaux produits ; 17 204 utilisations de nouvelles technologies ; 7 427 améliorations technologiques, 5 646 récompenses pour des innovations technologiques. L'entreprise pétrolière Sinopec a fait en 2004 989 demandes de brevets en 2004 et en a obtenu 760.

3/ **Les performances et la qualité des SOE auraient aussi connu une nette amélioration** depuis quelques années. La valeur totale des infrastructures dépendant des SOE en 2004 atteignait 13 000 milliards de yuans, soit 55,2% de tout le pays. Les secteurs du pétrole, du gaz, de la métallurgie, de l'électricité, des communications et des télécommunications comprennent les plus grosses SOE. En 2004, on comptait 2513 grosses entreprises parmi les SOE avec 7 820 milliards de yuans d'actifs à elles seules. Les 50 premières de celles-ci détiennent 4 570 milliards de yuans d'actifs. Les SOE représentent 99,9% des entreprises chinoises de pétrole ; 81,8% des compagnies aériennes ; 84,2% du transport maritime, 41% des fournisseurs d'électricité ; 14,5% de l'industrie ; 52% des actifs ; 38% des ventes ; 46,8% des profits en termes réels de tout le pays.

Il faut néanmoins préciser que les autorités ont, par le biais de la SASAC, annoncé leur volonté de ne pas privatiser les plus grosses entreprises d'Etat et de garder la main mise sur certains secteurs¹⁷, la plupart étant ceux précédemment cités. Li Rongrong en personne a fait cette annonce. **L'importance des SOE dans certains domaines n'est donc pas à chercher dans les performances de ces dernières – comme semble l'affirmer Li-mais bien dans la volonté des autorités de maintenir certains pans de l'économie sous le contrôle de l'Etat central.**

L'article de Li vient cependant également souligner les plus gros problèmes des SOE.

¹⁷ Voir le *China Economic Quarterly*, n°2, 2004.

De manière générale, ces SOE restent peu importantes par rapport à leurs homologues internationaux. Leur situation est résumée par la formule suivante : « **les grandes entreprises ne sont pas grandes, les petites entreprises sont trop nombreuses** » (*daqiyebu da, xiaoqiye guoduo*). En termes d'actifs et de commerce, les quatre plus grandes entreprises d'électricité chinoises ne représentent qu'environ 3% de General Electric. La plus grosse SOE de construction automobile, Yiqi n'atteint que 4% de General Motors et les ventes de la plus grande major pétrolière chinoise, la China National Petroleum Company (CNPC) n'équivalent qu'à 25% de celles de Shell.

En outre, certains secteurs comme l'électricité, la chimie, la construction, l'automobile, le commerce ou encore l'immobilier manquent cruellement de locomotive. Par exemple, la plus grosse SOE d'électricité, la Dianzhan Shibe de Harbin ne détient que 1,8 milliards de yuans d'actifs. Cet éparpillement rend ces SOE vulnérables à la concurrence.

Enfin, les procédures de **retrait du marché (fermetures des usines non performantes, procédures de faillites...)** doivent être perfectionnées. Il y aurait à l'heure actuelle 2500 SOE chinoises en situation de faillite, avec au total 240 milliards de yuans. Les fermer signifie mettre au chômage 510 000 personnes et priver ces populations des divers services que ces SOE prennent en charge (éducation, soins médicaux, retraites...).

Les réformes doivent aussi mettre fin aux **soutiens que les pouvoirs locaux accordent à leurs SOE**. Dans certaines localités, les pouvoirs publics freinent les réformes des entreprises dont ils ont le contrôle, ou alors celles-ci n'entreprennent que des modernisations partielles. Li cite la question des droits de propriété : nombreuses seraient les entreprises locales qui ne respectent ni la législation dans ce domaine, ni les normes commerciales, ni les règlements anti-monopole. Naturellement, ces mêmes SOE refusent de se soumettre aux inspections.

Dans le même sens, les transferts des droits de propriété de l'entreprise posent aussi problème. Trois centres visant à favoriser ces procédures ont été créés à Pékin, Shanghai et Tianjin. Entre

2004 et fin juin 2005, 10 471 droits de propriété y ont été échangés, soit 178,2 milliards de yuans. 5 751 de ces échanges, soit 126,85 milliards de yuans concernaient le secteur public.

Li évoque aussi à plusieurs reprises la question du **personnel des SOE**. Il n'est pas impossible que cette question soit directement liée à celle de l'implication des autorités dans la gestion des SOE. Le personnel dirigeant aurait ainsi tendance à truquer les comptes, à faire de mauvaises estimations des risques et à ne pas se soumettre aux inspections. D'où les recommandations de Li en matière de recrutement. Elles sont pour le moins triviales : pour le choix du personnel, il préconise d'étudier le curriculum vitae, l'expérience, la spécialisation du candidat. S'il insiste sur ce point, c'est probablement parce que ces critères de sélections sont encore loin d'être la norme en matière d'embauche.

Cette implication des pouvoirs publics dans la gestion des SOE constitue certainement le plus gros frein aux réformes. A noter que Li n'évoque pas la question du financement des SOE par les branches locales des banques d'Etat, qui constitue un important vecteur d'interventionnisme.

Enfin, Li conclut sur une note positive : la réforme des entreprises à capitaux individuels est sur le point d'être achevée.

Tableau : les SOE, évolution de 1998 à 2004

Les valeurs sont indiquées en milliards de yuans

SOE	1998	2004	Variation
Nombre	238 000	138 000	- 42%
Valeur totale de leurs actifs	13 500	22 300	+ 65,5%
Valeur nette totale de leurs actifs	5 210	9 330	+ 79,1%
Valeur totale des profits	213 700	7525 400	X 34,2

5. Voyage dans le monde curieux des médicaments chinois

Synthèse commentée de Thibaud Voita, d'après :

- Zhang Yingguang, Dai Wei « Le mystère du prix des médicaments chinois », Caijing, n°149, 26 décembre 2005.

Caijing l'annonce depuis le début de l'année 2004: la question du prix des médicaments chinois va rapidement devenir un des points d'actualité les plus brûlants. Les articles ou numéros de divers magazines consacrés à la question depuis quelques semaines semblent finalement lui donner raison.

Nous reviendrons ici sur un article particulier de *Caijing*, sans développer tous les trop nombreux thèmes abordés dans ce dernier.

Le problème vient avant tout du niveau trop élevé des **prix des médicaments** pour la plupart des Chinois. Cela, les autorités en sont conscientes et cherchent à agir par des mesures de contrôle, ce qui crée des distorsions de marché. La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a ainsi décidé le 10 octobre 2005 une baisse du prix concernant 22 classes de médicaments soit 400 produits avec une réduction d'en moyenne 40% soit environ 40 yuans sur chacun (la plus grosse baisse atteint 63%). Le nombre de médicaments considérés comme « basiques » (et sur le prix desquels le gouvernement exerce un contrôle) est dans le même temps passé de 1500 à 2400, soit 20% du nombre total. C'est la 17^{ème} fois depuis 1998 que les autorités décident d'une baisse des prix dans ce secteur. Et comme il se doit, *Caijing* reste très sceptique quant au bien fondé de cette mesure.

Car le marché du médicament chinois possède ses caractéristiques propres.

Les médicaments disponibles sur le marché chinois sont classés en deux catégories : les « **médicaments communs** » (*puyao*) et les « **médicaments nouveaux et spéciaux** » (*xin te yao*). Cette distinction permet de séparer deux marchés des médicaments en Chine qui sont extrêmement segmentés : le marché rural sur lequel circule les médicaments communs et le

marché urbain avec ses médicaments nouveaux et spéciaux.

Les médicaments communs sont sous le monopole de certaines entreprises étatiques. Celles-ci n'ont pas cherché à développer de circuits de commercialisation vers les grandes villes telles que Shanghai, Pékin ou Guangzhou. Ces entreprises sont par exemple : la North China Pharmaceutical Group Corporation –PGC, la Shijiazhuang PGC ou encore la Harbin PGC (ou Hayao)....

Ces laboratoires sont directement concernés par les directives de la NDRC, et les baisses de prix touchent donc leurs produits. D'après *Caijing*, ils constituent même un **puissant lobby** qui serait à l'origine de ces baisses de prix. Celles-ci permettent aux groupes chinois d'être plus compétitifs face à leurs concurrents étrangers opérant sur le territoire chinois.

En revanche, les médicaments distribués dans les grandes villes échappent à ces directives. Ces « médicaments nouveaux et spéciaux », s'ils ne se différencient que peu de leur équivalents distribués sur le marché rural sont en revanche souvent produits par des joint venture, telles que Xi'an- Janssen, ou des groupes privés sur lesquels l'Etat a moins de contrôle. Autrement dit, les mesures de la NDRC ne touchent pas le marché urbain. En décidant de la diminution du prix des médicaments, la NDRC ne fait donc qu'**augmenter le différentiel du prix de vente** de ces derniers entre les campagnes et les villes.

L'étude de *Caijing* porte principalement sur l'Hôpital pékinois Sanshen. Là-bas, deux doses de l'antibiotique ceftazidime coûtent 156 yuans alors qu'un médicament équivalent ne revient qu'à 20 yuans dans le district de Laiyuan au Hebei. Or, d'après le personnel de Sanshen, les deux médicaments sont quasiment identiques. La différence vient de ce que la ceftazidine distribuée à Pékin est produite par le laboratoire Glaxo Smith Kline tandis que le médicament de Laiyuan l'est par le Shijiazhuang PGC (Shijiazhuang étant la capitale provinciale du Hebei).

Autre exemple, une dose de 0,75 g de cefuroxime sodium est passée après la réduction du 10 octobre 2005 de 33,6 yuans à 18,8 yuans dans les campagnes. En revanche, la même dose du médicament équivalent dans les grandes villes et fabriqué par les laboratoires Eli

Lilly coûte toujours 37,2 yuans. Pire, *Caijing* affirme que l'on ne peut désormais plus trouver ces doses à 10 yuans dans la province du Hebei.

En outre, la pénicilline est devenue difficile à trouver dans les grandes villes. Certains membres du personnel travaillant dans des hôpitaux urbains parviennent à en acheter dans les campagnes pour les revendre sur leur lieu de travail. Encore une fois, la différence est frappante : 0,81 yuans la dose de pénicilline dans les campagnes contre 78 yuans pour une dose de ceftazidime en ville.

Certes, ce différentiel de prix avantage les résidents ruraux qui sont dans une majorité des cas beaucoup plus nécessiteux que les urbains : ils ne bénéficient d'aucune assurance maladie ou sécurité sociale et n'ont souvent pas les moyens de se payer une consultation. Reste que la vente de ces médicaments à très bas prix produit des effets pervers. **Les antibiotiques** (en particulier la pénicilline ou l'amoxicilline) **sont utilisés de manière immodérée**. Une enquête réalisée dans 6 193 localités arrive à la conclusion que dans 1 082 d'entre elles (soit 29,7%), on assiste à des utilisations abusives des médicaments. Chaque année, on dénombrerait quelques 80 000 morts en Chine à cause des antibiotiques.

Cette mauvaise utilisation est aggravée par le manque d'expérience de la plupart des Chinois, en raison de l'arrivée tardive des antibiotiques dans le pays (l'usage a surtout été généralisé dans les années 1990). En particulier, les médecins privilégient souvent la pénicilline au détriment des autres antibiotiques. Une réforme du système impliquerait moins de dirigisme de la part des pouvoirs publics. Or, il existe de nombreux blocages de la part des lobbies pharmaceutiques chinois. Ils constituent des acteurs à part entière dans les prises de décisions relatives aux prix : ce qui pourrait expliquer que le processus reste opaque, complexe et non public.

Une telle réforme nuirait ainsi directement à leurs intérêts : elle impliquerait qu'ils se reconvertissent dans la production de «médicaments nouveaux et spéciaux» et qu'ils deviennent plus concurrentiels. En outre, ces groupes pharmaceutiques devraient développer leurs liens quasiment inexistantes avec les hôpitaux des grandes villes. Mais élargir

leur marché aux hôpitaux urbains suppose dans l'immédiat une nouvelle augmentation des coûts pour ces entreprises d'Etat. *Caijing* estime qu'après de telles mesures, le prix des médicaments gagnerait 30 à 40% par rapport à l'actuel prix de vente dans les campagnes. Le prix d'une dose de ceftazidime augmenterait ainsi de 24 yuans.

Reste que l'étude comparative des ventes et des profits des entreprises laisse apparaître de manière flagrante des distorsions de marché : comment par exemple expliquer que la Tianjin PGC, plus gros groupe pharmaceutique en matière de ventes soit classée au-delà des 20 premières entreprises pour les profits? (voir le tableau)

Au-delà de ces considérations, le bien fondé d'une réforme est aussi à mettre en question. Les deux marchés (urbain et rural) ne communiquant presque pas, l'influence des baisses de prix sur les JV ou sur les groupes impliqués sur le marché des grandes villes reste minime.

En définitive, l'article ne se prononce donc clairement ni en faveur de la fin des baisses de prix, ni en faveur de l'unification du marché du médicament.

C'est que le mal semble plus profond. Les dépenses de santé chinoises s'élèvent à 350 milliards de yuans par an et les gouvernements central et locaux n'en payent que 50 milliards. En outre, 45% des urbains et 72% des ruraux ne sont couverts par aucune assurance santé et ils devaient en 2003 payer 53% de leurs frais médicaux contre 21% en 1980¹⁸.

Finalement, c'est le **système de santé** chinois qui tient le rôle du patient le plus gravement atteint, et sa guérison se fait attendre.

¹⁸ *Caijing* du 23 janvier 2006, n°151.

Tableau : Ventes et profits des plus grosses entreprises pharmaceutiques travaillant sur le sol chinois entre janvier et septembre 2005 (millions de yuans)

Nom de l'entreprise	Ventes	Classement en matière de vente	Profits	Classement en matière de profits
Tianjin PGC (天津制药集团)	8 400	1	NC	Au-delà des 20 premiers
Yangtze River PGC du Jiangsu (江苏扬子江药业集团公司)	7 760	2	600	1
Hayao PGC (第三名哈药集团有限公司)	6 800	3	500	2
North China PGC (华北制药集团)	5 400	4	NC	Au-delà des 20 premiers
Xi'an – Janssen (西安杨森)	2 300	Première JV dans le classement	240	4
Zhongmei Shike PGC de Tianjin (中美天津史克制药有限公司)	NC	NC	280	3

6. L'agitation sociale, le droit et l'éthique

Synthèse commentée de Jean-Louis Rocca d'après:

- Yu Jianrong, *La « protection des droits à partir de l'éthique » des travailleurs chinois, Zhongguo yu shijie guan cha (China and World Affairs), 2005, n°1, p.132-139.*

Placé depuis quelques mois au cœur d'une polémique concernant la véracité de ses sources¹⁹, Yu Jianrong est un spécialiste très connu des mouvements de protestation dans les campagnes. Il s'attaque cette fois-ci à la contestation ouvrière. Surtout, il tente avec audace une comparaison entre l'agitation urbaine et l'agitation rurale.

Au début de l'article, il pose une simple question : les travailleurs (ouvriers) chinois faisant partie des « couches dont les intérêts ont subi des dommages » depuis le début des réformes, quelle a été leur réaction ? Il note tout d'abord que certains analystes, comme Li Jingjun, considèrent qu'au début des années 1990, la forme principale d'action politique chez les travailleurs chinois était la « non action collective » (*jiti wuxingdong*). On remarque une diminution de l'activisme (*jiangdi jijixing*), le manque de travail (*quegong*), la fuite devant les responsabilités (*taobi zeren*). Néanmoins, toujours d'après cette analyse, on note un net changement depuis le milieu des années 1990. Il existe bien des réactions à l'approfondissement de la marchandisation et aux changements dans l'environnement matériel des ouvriers mais généralement très peu organisées et non collectives.

Au contraire, pour Yu Jianrong, la contestation ouvrière se caractérise par des mouvements non classistes de « défense des intérêts à partir d'une éthique » (*yili weiquan*). D'après de nombreuses sources, on peut repérer des

mouvements collectifs de résistance et de défense des droits (*weiquan kangzheng de jiti xingdong*). Ainsi, un rapport des syndicats publié en 2001, note que dans les deux années précédentes, le nombre de participants a cru, la dimension des manifestations s'est étendue, le comportement des protestataires est plus en plus actif, le degré d'« oppositionnalité » a augmenté, la difficulté à régler les conflits s'est aggravée, la proportion d'événements graves dans l'ensemble ne cesse de croître. Il existe une tendance à l'organisation et même, dans certains cas, des « organisations illégales » (*feifa zuzhi*) ont vu le jour. D'après des statistiques dont la source n'est pas précisée, plus de 60 000 événements collectifs (*quntixing shijian*) ont éclaté en 2004, dans deux cinquièmes des cas les protagonistes sont des travailleurs et employés (*zhigong*). On peut donc en conclure, d'après Yu Jianrong, qu'en Chine il existe bel et bien des « actions collectives de lutte pour la défense des droits » (*weiquan kangzheng de jiti xingdong*).

L'auteur a analysé 200 cas de ces actions qui ont éclaté depuis juin 2003. Elles présentent quatre caractéristiques. Les motivations des participants sont complexes (voir le tableau 1). Les formes de lutte sont variées : pétitions (*shangfang*), *sit-in* (*jingzuo*), grève, occupations d'usine, blocage des voies de circulation (*duse jiaotong yaodao*). Dans 11 mouvements c'est une route nationale ou provinciale qui a été bloquée et dans cinq mouvements une voie de chemin de fer. Dans 28 cas, des heurts avec la police ont éclaté et dans 9 actions plus de 10 ouvriers ont été blessés ou arrêtés. Enfin, les mouvements commencent à dépasser les limites de l'unité de travail et concernent de plus en plus souvent une branche ou une localité.

L'auteur termine enfin en comparant les mouvements de protestation des paysans et des ouvriers. Pour lui, il faut opposer « la résistance au nom de l'éthique » des ouvriers à la « résistance au nom du droit » des paysans. Ce contre quoi s'insurgent les paysans c'est la mauvaise application des lois et règlements par les cadres locaux. Au contraire, les ouvriers se concentrent sur les questions idéologiques. Dans leurs textes revendicatifs, ils insistent sur le fait que la Chine est un pays socialiste et la classe ouvrière la « propriétaire du pays ». Dans

¹⁹ Certains l'accusent d'avoir falsifié ses informations et d'avoir utilisé des sources collectées par d'autres. Il aurait aussi une très mauvaise réputation auprès des paysans qui ont participé aux mouvements qu'il étudie. Il a répondu sur le même site aux accusations. Un dossier (à décharge) lui a été consacré par le journal *Nanfangzhoumo* (10 novembre 2005).

leur imaginaire, ils sont dans le pouvoir. La deuxième différence est liée au contenu des luttes. Le but des paysans est la diminution du fardeau fiscal, le respect du droit sur les terres. Les ouvriers défendent des droits économiques. Les retraités veulent manger, les chômeurs veulent du travail, ceux qui connaissent les conditions du capitalisme²⁰ veulent être payés. La cible des mouvements diverge aussi de manière sensible. Pour les paysans, ce sont les gouvernements de base, pour les ouvriers ce sont les gestionnaires des entreprises (*qiye guanlizhe*) et les « possesseurs de capital » (*ziben yongyuzhe*). Même si dans les entreprises publiques les gestionnaires ne sont pas propriétaires, c'est bien la corruption de ceux qui possèdent les droits de gestion qui est en cause. Au nom des réformes, le centre se met souvent au côté du capital (*zhanzai zibende yibian*). Ce qui fournit aux cadres locaux la base légale de leur action. Quant aux formes d'organisation et à la personnalité des leaders des mouvements, elles présentent de fortes dissemblances. Chez les ouvriers, les responsables sont des cadres, des retraités, des chômeurs, parfois des cadres des syndicats et du parti. Ils ont des connaissances et de l'autorité. Les ouvriers créent des « représentations des ouvriers », des « représentations de défense des droits », des « groupes d'étude », des « groupes d'étude de la pensée de Mao Zedong », des « petits groupes dirigeants de manifestations », des « comités de grève », autrement dit des organisations formelles (*zhenggui*), publiques (*gongkai*) et mieux structurées. Chez les paysans ce sont des cadres à la retraite, des anciens militaires, des anciens responsables du village qui sont à la tête des mouvements. On crée des « groupes pour la diminution du fardeau », des « comités pour la diminution du fardeau », des « comités de défense des droits », des « associations de paysans », etc. L'organisation est souple et basée sur la « moralité et la justice » (*daoyi*).

Du point de vue de la nature de l'action politique, les mouvements des ouvriers sont « non classistes » (*fejiejie*) et cela pour deux raisons. D'une part parce que nous vivons une époque où les classes sont absentes. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas un groupe d'employés (*zhiye qunti*) mais elle constitue une couche

(*jiēcēng*) et non une classe. En effet, les « employés » rassemblent des cadres, des ouvriers sous contrat, des travailleurs migrants, des travailleurs temporaires, des personnes en attente d'emplois etc. D'autre part, ce n'est pas l'éthique de la « subsistance » (*shengcun*) mais une éthique « politique » (*zhengzhi*). Les ouvriers se réfèrent à l'idéologie propagée depuis longtemps par les détenteurs du pouvoir. Ils sont conscients d'être marginalisés mais s'imaginent encore dans la peau du « propriétaire du pays ». Ils ne peuvent trouver de base à leurs luttes et donc en restent à des slogans de soutien au parti. Ce sont des « insiders » (*neiburen*) et veulent être traités comme tel. D'un côté, leurs actions respectent la loi, de l'autre côté les autorités n'emploient pas de méthodes violentes. Celles-ci considèrent finalement ces mouvements comme évoquant des « contradictions à l'intérieur du peuple » (*renmin neibu maodun*). En conclusion tant qu'une « intervention politique extérieure aux ouvriers » ne verra pas le jour, ces mouvements resteront contenus (*kezhi*).

L'article de Yu Jianrong est particulièrement original de plusieurs points de vue. Et cela non seulement dans le contexte de la recherche chinoise mais aussi de la recherche internationale. D'abord, par l'idée même de comparer les mouvements de protestation des ouvriers et des paysans. Les travaux académiques concernant les mouvements de protestation ne sont pas très courants, en particulier ceux traitant des ouvriers. Mais l'idée de mettre en parallèle la contestation urbaine et la contestation rurale ne semble pas traverser l'esprit de beaucoup de chercheurs. Pourtant, et cet article le montre à l'envi, l'intérêt d'une démarche est évident. Elle permet en effet de mettre en lumière la variété des réactions aux réformes. Yu Jianrong confirme notamment un certain nombre d'analyses plus anciennes réalisés par des auteurs occidentaux qu'il a sans doute lu²¹ : Des paysans qui s'appuient sur des textes de loi pour contester des pouvoirs

²¹ Voir notamment Jean-Louis Rocca, "Old Working Class, New Working Class: Reforms, Labour Crisis and the Two Faces of Conflicts in Chinese Urban Areas" in Leila Fernandez and Tatiana Fisac (eds), *China Today: Economic Reforms, Social Cohesion and Collective Identities*, London and New York, Routledge-Curzon, 2003.

²⁰ Sans doute les travailleurs migrants.

locaux souvent attachés à des pratiques arbitraires et dont la force est de protester au nom d'une certaine conception des réformes : permettre le développement en limitant les ponctions fiscales. Des ouvriers qui veulent conserver leur position d'*insiders* et qui défendent leurs intérêts au nom des principes du socialisme. La deuxième originalité de l'analyse réside précisément dans le démenti qu'elle apporte aux études anglo-saxonnes qui ne voient dans les mouvements ouvriers que des réactions à l'exploitation. Il s'agit bien plus souvent, notamment lorsque l'on traite des ouvriers des entreprises publiques, de protestation contre la non-exploitation (c'est-à-dire le « non-travail »)²². L'action des ouvriers ne peut donc être comprise que par rapport à une éthique et non simplement à une vision paradoxalement « marxiste orthodoxe » d'une défense pour ainsi dire atavique d'un certain nombre d'intérêts. On pourrait tout aussi bien parler d'« économie morale », mais Yu Jianrong est ici victime de la mauvaise utilisation du terme par la recherche anglo-saxonne. Pour elle le terme renvoie à Scott et à une espèce de lutte pour la subsistance, alors que la conception de Yu Jianrong est proche de l'acception originale de Thompson : un *ethos* de l'activité économique. Enfin, ce texte remet en cause un certain nombre d'éléments de la vulgate actuelle du régime. Ainsi il parle ouvertement de capitalisme à propos des rapports de production que connaissent les ouvriers migrants –il ne parle pas d'eux nommément mais tout le monde aura compris. Il affirme d'autre part que les ouvriers ne sont plus les propriétaires du pays et laisse donc ouverte la question de la nature du régime.

Précisons que, malgré leur importance, ces positions ne sont en aucun cas un signe de dissidence ou de « prise de risque personnelle ». Les travaux de Yu Jianrong sont souvent cités dans la presse et il est lui-même souvent interviewé par les médias les plus officiels. Ses propos sont donc le signe de l'existence de sensibilités politiques et de groupes de pression dont le positionnement est varié. Si la « nouvelle

gauche » peut trouver là matière à tirer la sonnette d'alarme quant aux excès des réformes libérales, la sensibilité « sociale-démocrate » -le capitalisme a un effet positif mais il faut accélérer très vite la création de politiques sociales- peut y voir la preuve de la nécessité de la prise en compte du « social ».

Néanmoins, malgré ses qualités l'article de Yu Jianrong présente des faiblesses. Il semble ainsi opposer éthique et intérêt, reproduisant la coupure traditionnelle entre sujet et objet, matière et esprit. Or la notion d'économie morale permet justement de rompre avec ce manichéisme. On pourrait en effet tout aussi bien dire que la posture éthique est une « tactique » employée pour obtenir plus du pouvoir.

Un deuxième problème surgit de l'utilisation du terme « droit ». Yu Jianrong parle de « défense des droits » (*weiquan*) sans vraiment préciser l'expression. Les mouvements ont-ils pour objectif la mise en place d'un système juridique universel donnant à chacun des droits identiques ou simplement la défense d'intérêts particuliers que le droit pourrait asseoir ? L'analyse des mouvements fait pencher très nettement vers la deuxième réponse. Même les paysans s'intéressent avant tout aux lois qui protègent leurs intérêts. Comme on vient de le voir, la référence est un élément tactique. L'allusion finale à la nécessité d'une « intervention extérieure » pour éviter que les mouvements soient « contenus » est peut-être une façon de dire qu'il n'existe pas de « mouvement social » (style « *solidarnosc* »), porteur d'un message politique global. Il reste que l'existence de tels mouvements reste problématique en Chine comme ailleurs alors qu'elle apparaît souvent dans les analyses comme une condition à tout changement politique. Après tout, les régimes politiques se transforment beaucoup plus souvent à travers des évolutions que sous le coup de révolutions.

La distinction entre des mouvements ouvriers plus organisés et une protestation paysanne plus diffuse manque aussi d'assise. Qu'est-ce qu'un mouvement organisé ? En l'absence de critères précis on ne peut trancher, à moins de considérer d'emblée que tout ce qui est urbain/ouvrier/*insider* est plus « sérieux », « formel » que ce qui est rural/paysans/*outsider*. Au contraire, l'autonomie de la protestation paysanne

²² On pourra se reporter à Antoine Kernén, *La Chine vers l'économie de marché. Les privatisations à Shenyang*, Paris, Karthala, 2004 et Jean-Louis Rocca, *La Condition chinoise*, Karthala, 2006.

semble donner naissance à une élite locale alternative : anciens militaires, cadres à la retraite, migrants retournés au pays, etc. Certes, cette élite entretient des rapports étroits avec l'élite « officielle » mais n'est-ce pas le cas dans tous les processus de changement politique ? Le partage strict entre « société » contestataire et « pouvoir » répressif n'est en l'occurrence d'aucune aide en matière d'analyse.

Enfin, l'absence de distinction entre ouvriers urbains et ouvriers migrants constitue une faiblesse majeure du papier. Mais il ne s'agit pas ici d'une exception. La plupart des analystes considèrent que la

condition des ouvriers migrants est l'avenir des ouvriers urbains et négligent totalement l'aspect politique, « statuaire » des relations de travail : il existe toujours deux marchés du travail et deux types de conditions de travail. En réalité, l'unification dépend d'un ensemble de facteurs dont le jeu peut être difficilement anticipé. L'absence d'une telle distinction chez Yu Jianrong est pourtant étonnante : l'ampleur de son analyse qui mêle les facteurs politiques, historiques aux facteurs économiques implique en effet logiquement de rompre avec l'idée d'une classe ouvrière intégrée.

Tableau 1 : Raisons de mouvements de lutte pour la défense des droits par des ouvriers. Statistiques portant sur 200 mouvements qui ont éclaté depuis juin 2003.

Raisons	Réformes des entreprises	Paiement des salaires en retard	Problèmes de protection sociale	Faillite	Problèmes fiscaux	Problèmes liés au temps de travail	Corruption	Violence sur les ouvriers
Nombre	75	47	21	18	13	12	10	4
% de l'ensemble	37.5	23.5	10.5	9	6.5	6	5	2

7. La revendication du droit de propriété en milieu rural

Synthèse commentée de Joris Zylberman d'après :

- Kou Yuanzhi, « Protéger ce qu'il y a de plus précieux dans la vie des paysans », in Nanfang Zhoumo (Southern Weekend) du 9 février 2006.
- Peng Meiyu, Ye Zilong et Wang Chenzhang, « Il est urgent de clarifier les droits de propriété des terres agricoles », in Hongguan Jingji Yanjiu (Recherches Macroéconomiques), 2005, n° 11.
- Jiang Xingsan, Liu Shouying et Chang Hongxiao, « Un rapport sur les terres agricoles appelle à une réforme complète », in Caijing Magazine, 6 février 2006, n°153.

« Bâtir de nouvelles campagnes socialistes » (*jianshe shehuizhuyi xinnongcun*). Telle est la « mission historique majeure de la Chine » évoquée par le Président Hu Jintao dès le 5^e Plenum du 16^e Comité Central du Parti en octobre dernier. Elle sera au cœur du 11^e

plan quinquennal lancé officiellement lors de la réunion annuelle de l'Assemblée Nationale Populaire à Pékin, le 3 mars prochain. Le gouvernement a promis de nombreuses mesures concernant la santé, l'éducation et la protection sociale dans les campagnes chinoises. Mais rien sur une réforme éventuelle du droit de propriété des terres agricoles. Pékin a pourtant publié le 19 janvier de nouveaux chiffres effrayants sur l'agitation sociale dans le pays : pas moins de 87.000 émeutes ont eu lieu en 2005 en Chine, soit 6,6 % de plus qu'en 2004 (74.000 « manifestations à caractère violent »)²³. Et désormais, le pouvoir central admet ouvertement que les faibles compensations reçues par les paysans suite à la vente de leurs terres au profit de projets immobiliers ou industriels, sont l'une des principales causes de « l'instabilité sociale »²⁴.

²³ Cf. Agence Xinhua, dépêche du 19 janvier 2006.

²⁴ Cf. *Ibid.*, dépêche du 23 février 2006 et les déclarations de Chen Xiwen, vice-président du Centre de Recherche pour le Développement du Conseil des Affaires d'Etat.

Selon la revue gouvernementale *Hongguan Jingji Yanjiu*²⁵, cette situation découle du « flou » (*mohu*) persistant sur le droit de propriété des terres agricoles. Un flou qui a conduit à supprimer aux paysans le droit de négocier la vente de leurs terres, « leur bien le plus précieux », rappelle le *Nanfang Zhoumo*. Pour l'hebdomadaire de Canton, la terre est ce qui assure l'existence des fermiers et de leur descendance. Dans ces conditions, ne faudrait-il pas leur laisser la liberté de mettre leur bien sur le marché ? C'est le sens de l'appel publié le 6 février dans le bihebdomadaire économique *Caijing* par le « Groupe de réflexion sur la réforme de la propriété des terres en Chine », créé par le Centre de Recherche pour le Développement du Conseil des Affaires d'Etat.

Le flou qui entoure le droit de propriété des terres agricoles remonte à la fondation de la République populaire. La loi du 30 juin 1950 dite « sur la réforme des terres agricoles » a permis de distribuer gratuitement au paysans pauvres ou sans terre les 46 millions d'hectares possédés par les propriétaires fonciers et les paysans riches. En même temps, le système de la propriété privée était aboli, entraînant ce que *Hongguan Jingji Yanjiu* appelle « la théorie des paradoxes » (*beilun*) : le « tout à tout le monde » (*da jia suo you*) est devenu le « rien à personne » (*shei dou mei you*). La confusion s'est prolongée avec le mouvement de collectivisation lancé en 1952, déplore la revue gouvernementale : « S'il y avait eu une véritable organisation collective de l'économie agricole, autrement dit une sorte de système par actions (*yizhong gufenzhi de jingji*), la situation actuelle des paysans serait tout autre. » Au contraire, la progression vers les communes populaires a encore aggravé les choses, en instaurant un contrôle total de la terre et des individus par l'administration, un étai partiellement desserré par la création des équipes de production en 1962. Il faut attendre la Réforme de 1978 pour que le gouvernement redonne aux paysans des droits sur leurs terres avec le système de la franchise. Pour autant, objecte *Hongguan Jingji Yanjiu*, ce nouveau

système n'a pas résolu le problème du droit de propriété des terres agricoles. L'Etat a continué à posséder la terre en ne cédant au paysan qu'un droit d'utilisation limité dans le temps. Ce « découplage » (*fenge*) du droit de propriété a provoqué la majeure partie des difficultés d'aujourd'hui.

Première difficulté, la franchise ne donne pas un « droit réel » (*wuquan*) mais un « droit à crédit » (*zhaiquan*) sur la terre. Ce qui empêche à la fois d'hypothéquer et de capitaliser. C'est pourtant tout ce qu'espère le paysan pour qui la terre a toujours été la seule assurance-vie. Lorsque celle-ci est vendue pour être « convertie » en site de développement urbain, il ne reçoit en compensation que quelques dizaines de milliers de yuans pour un *mu* (0,0667 hectares). « C'est insuffisant pour assurer son existence et l'avenir de son fils », constate le *Nanfang Zhoumo*.

Autre problème : jusqu'en 1998, les paysans étaient autorisés à négocier directement la vente de leurs terres. L'année suivante, le gouvernement leur supprime ce droit, de peur que le patrimoine agricole ne soit dilapidé. Ce faisant, le contrôle des terres est confié *de facto* aux cadres locaux, chargés de négocier seuls la vente des terres franchisées. Résultat : non seulement la « conversion » des terres s'est accélérée sous la pression du développement économique et urbain, occasionnant la corruption de l'administration locale ; mais les compensations allouées aux paysans ont fortement baissé, personne n'étant plus là pour défendre leurs intérêts au moment de la vente. A ce propos, le magazine *Caijing* cite le rapport rédigé par le « Groupe de réflexion sur la réforme de la propriété des terres en Chine », une enquête de trois ans, menée dans neuf provinces. Et les chiffres sont éloquentes : avant 1999, les fermiers du village de Chenyang dans le Shaanxi pouvaient négocier une compensation de 84.000 yuans par *mu*. Depuis 1999, ils ne reçoivent plus que 60 à 70.000 yuans par *mu*.

Afin d'améliorer le sort des paysans et de calmer leur colère, le *Nanfang Zhoumo* propose de généraliser les expériences locales de réformes du droit de propriété des terres : « Les autorités du Guangdong permettent aux paysans expropriés de

²⁵ « Recherches Macroéconomiques » est la revue mensuelle de la Commission étatique du Développement et du Plan, dirigée par un ministre membre du Conseil des Affaires d'Etat.

devenir actionnaires des autoroutes qui prennent la place de leurs champs. » Allusion à la réforme instaurée en 2004 par le gouvernement provincial, qui permet la conversion des droits de propriété collectifs en actions. Le Jiangsu a mené une expérience similaire : à Qunyi, village d'un des districts de Kunshan, 196 *mu* ont été réquisitionnés en 2001 pour construire une zone de développement urbain. En compensation, les 960 familles de villageois ont pu devenir propriétaires de deux appartements et ont eu le droit d'acheter des actions à 10.000 yuans l'une²⁶.

Pour autant, la solution de l'actionariat ne doit pas empêcher une réforme complète du droit de propriété des terres agricoles. En d'autres termes, il convient de mettre fin au monopole de l'Etat sur la conversion des terres, ou « monopole sur la rente » (*longduan zujin*). « Le monopole étatique doit être aboli pour permettre au marché de jouer un plus grand rôle », déclare le « Groupe de réflexion » dans *Caijing*. La clé de tous les problèmes actuels est d'éliminer le flou juridique en libéralisant le droit de propriété dans les campagnes, confirme *Hongguan Jinji Yanjiu*. Le seul moyen d'augmenter les compensations des paysans est d'en faire les seuls propriétaires de leur terre. En sorte qu'on ne puisse plus les « exproprier brutalement » (*qiangzhi zhengyong*) et qu'ils aient pleine jouissance de leur bien et de ses bénéfices. Cette libéralisation permettra aussi de stabiliser les prix comme d'en finir avec la division du marché foncier entre villes et campagnes. Ce qui contribuera au passage à combler le fossé de richesses entre citadins et ruraux.

²⁶ Cf. Po Lanchih (Assistant Professor, China Center of Economic Research, Beijing University), « Making villagers into urbanites – A comparison of three shareholding villages in China's urbanization process », présentation pour la Conférence annuelle du China Planning Network, MIT-Cambridge, Massachusetts, 17-18 mars 2005.

8. Un manifeste nationaliste ?

Les relations avec le Japon, la place du nationalisme chinois, l'histoire des relations avec l'Occident sont des thèmes politiquement très sensibles en ce moment à Pékin. Ainsi la Ligue de la Jeunesse Communiste vient de fermer le 24 janvier Bingdian, supplément hebdomadaire du Quotidien de la Jeunesse Chinoise. Ce dernier avait publié le plaidoyer d'un professeur émérite à l'université Sun Yat-sen de Canton contre les excès du « patriotisme » et de la propagande dans l'éducation. Ces remous internes à la Ligue de la Jeunesse – qui est considérée comme un des piliers du pouvoir du président Hu Jintao, mais a aussi été proche de l'ex-secrétaire général du PCC Hu Yaobang dans le passé, ne cessent d'intriguer. A la lecture de l'article ci-après, on constate que la Ligue de la Jeunesse a été en 2005 le centre d'une intense activité favorable au renouveau du nationalisme et à une attitude extrêmement ferme vis-à-vis du Japon. La persistance d'oppositions internes à cette ligne est toutefois manifeste. La nouvelle revue Zhongguo yu Shijie GuanCha – dont la durée de vie reste à prouver – paraît à l'université Qinghua, mais serait une initiative des anciens promoteurs de Zhanlue yu Guanli, revue de stratégie internationale fermée en 2003 après un article critique de la Corée du Nord. Quoique son contenu soit indicatif de la vivacité du débat dans ce domaine, il est impossible d'affirmer que les thèses présentées ci-dessous reflètent une quelconque « ligne » officielle en formation.

Synthèse commentée de François Godement d'après un dossier de la revue *Zhongguo yu shijie guanCha*, n° 1, 2005 avec notamment :

- Wang Xiaodong, « En avant du courant principal de la pensée chinoise - passé et avenir du nationalisme chinois contemporain » pp. 1-9

- Lin Zhibo, « La Chine actuelle a besoin du nationalisme – une opinion sur les relations sino-japonaises », pp. 10-17
- Fang Ning, « D'un complexe d'infériorité à la promotion de la conscience nationale – l'influence de l'occidentalisation sur la jeunesse chinoise depuis les débuts de la réforme et de l'ouverture », pp. 27-39
- Zhu Feng, « Le patriotisme: orgueil et anxiété des Chinois », pp. 50-64

Le courant nationaliste, et souvent xénophobe, gagne-t-il du terrain dans une Chine par ailleurs vouée à la plus rapide expansion économique de l'histoire? A la lecture de ce dossier-phare, qui ouvre le premier numéro d'une nouvelle revue, cette question se pose. *Zhongguo yu shijie guanCha* ambitionne d'être le *Foreign Affairs* chinois, est publiée par le Centre de recherche sur la Chine et l'économie mondiale au sein de l'université Qinghua : la prestigieuse université à dominante scientifique et technologique, dont les diplômés sont également légion au sein de la direction chinoise actuelle. Les articles issus d'un colloque tenu en juillet 2005 sur la conscience nationale et internationale de la Chine saluent la montée du nationalisme, présenté comme une avant-garde et la résurrection de la pensée politique chinoise, et son avènement possible au statut de courant majoritaire (*zhuliu sixiang*, de l'anglais *mainstream thought...*). Leurs auteurs viennent de l'Académie des Sciences Sociales, de Qinghua et Beida, mais aussi de la Ligue de la Jeunesse du Parti – souvent considérée comme le foyer du soutien au président Hu Jintao, ou encore du *Quotidien du Peuple*. Il ne s'agit donc pas d'expressions périphériques ou de la « Chine d'en bas », à la différence des forum Internet, que plusieurs auteurs qualifient, « contre les calomnieurs » (Wang Xiaodong), d'expression d'une réaction patriotique et de « recherches et de débats rationnels, clairvoyants et dotés d'une vision à long terme ». L'éditeur principal, Yang Xuequn, est un ancien de la revue *Zhanlue yu Guanli* (Strategy and Management) fermée par les autorités à l'été 2003.

Si la « montée de la Chine » revient comme un leitmotiv à travers tout le dossier, elle se trouve très rarement

flanquée de l'épithète « pacifique », sauf dans une contribution de Shi Yinhong²⁷, par ailleurs adepte d'un « cours nouveau » à l'égard du Japon et très minoritaire dans ce dossier : au demeurant, Shi évoque ce terme galvaudé de « montée pacifique » pour relever, en bon réaliste, que celle-ci n'a rien d'inéluctable mais ne peut résulter que d'un choix réfléchi. La terminologie a son importance, et la plupart de nos auteurs préfèrent le « nationalisme » au « patriotisme » : ce dernier n'est que l'expression banalisée de simples sentiments, alors que le nationalisme informe une stratégie à long terme réfléchie ; pour Lin Zhibo, le patriotisme revêt même une connotation d'opposition aux autorités.

Wang Xiaodong fait l'étymologie d'un mouvement apparu à partir de 1988 et dont il s'attribue d'ailleurs la paternité, avec un article paru à l'époque qui critiquait le téléfilm *Heshang*²⁸. Des ouvrages écrits avec Liu Liquan²⁹ et Justin Lin Yifu³⁰ ont jeté ensuite les bases du nationalisme économique, tout en justifiant l'entrée de la Chine sur le « marché supranational »³¹ par la promotion de ses intérêts et de sa sécurité économique. Wang prend nettement ses distances par rapport à la renaissance, avec le néo-confucianisme, d'un certain nationalisme culturel (*wenhua minzuzhuyi*) : en prônant l'essence pacifiste de la culture chinoise, des auteurs comme Shen Hong et Jiang Jing ne font qu'opposer « l'agneau au loup », même si Shen Hong reconnaît la nécessité « d'utiliser le mal pour le bien » (*yi e zhi shan*), c'est-à-dire de faire la guerre : tout cela, selon les termes crus de Wang Xiaodong, n'est qu'un « rêve d'eunuques » (*yanzhi de mengyi*). Lin Zhibo est plus radical encore : la Chine,

« qui doit effectuer sa montée » (*yao jueqi de*), doit adopter un comportement de loup se battant avec les autres loups³². « Dans le voisinage de la Chine les loups sont nombreux, faut-il se laisser mortellement mordre, faut-il accepter de faire l'esclave? » (*yaomo bei yasi, yao mo ganyuan zuo nüli?*). Si la Chine ne doit pas pratiquer l'agression expansionniste, elle doit « être un loup prêt à donner tous les mauvais coups, quoique civilisé ». On relèvera au passage que l'idée contredit la thèse de la « montée pacifique » de la Chine, dont un fondement essentiel est l'établissement de bonnes « relations de voisinage » (*lulin guanxi*).

Comme d'autres auteurs de ce dossier, par exemple Zhu Feng qui détaille à l'envi les manifestations contemporaines du nationalisme américain ou britannique, Wang Xiaodong refuse d'opposer nationalistes et démocrates : il relève que la démocratie est issue en Occident de la création de nations modernes. Mais la démocratie que doit promouvoir la Chine n'est pas celle des droits de l'homme mais bien des « droits de la nation » (*zuquan*). Dans sa défense des droits collectifs de la nation chinoise, l'auteur estime avoir été rejoint par de nombreux tenants de l'école libérale chinoise³³. La position n'est pourtant pas unanime : Zhu Feng relève que les grandes nations occidentales ont utilisé la démocratie et le suffrage universel comme outil de mobilisation nationale, et la Chine devait songer à en bénéficier ; au demeurant, les forum internet sont populaires en Chine parce qu'ils sont une plate-forme d'expression libre des opinions politiques et sociales. Wang Xiaodong préfère noter que les régimes autoritaires sont en général dépourvus de mouvements nationalistes significatifs. Mais l'essor mondial du néo-conservatisme – aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au Japon, en Russie et en Inde, et le retour concomitant de « dirigeants à poigne » (*qiangshi de lingdaoren*) justifie pleinement le nationalisme chinois, selon Lin Zhibo.

Lin Zhibo évoque Mencius à l'appui de ses penchants belligènes : « celui qui n'a pas

²⁷ Voir dans le même numéro la synthèse de Michal Meidan : "L'émergence chinoise : compromis entre la puissance et l'influence normative"

²⁸ L'élégie du fleuve, produit avec le soutien implicite de l'ex-secrétaire général du Parti Zhao Ziyang, opposait une Chine « bleue », ouverte, maritime, à une Chine « jaune » bureaucratique et terrienne.

²⁹ Du Centre de développement du Conseil des Affaires de l'Etat.

³⁰ Économiste souvent cité hors de Chine et qui se voit salué dans ce numéro comme « précurseur du nationalisme ».

³¹ *Chaoyue shichang*, évitant la notion de « marché international ».

³² Sans s'y référer explicitement, le vocabulaire fait allusion au roman Lang tuteng (Le Loup Totem) de Jiang Rong, paru en 2005.

³³ Voir dans ce numéro la synthèse par Florence Biot : "Voie chinoise vers la démocratie et promotion de la nation"

d'ennemi à l'extérieur est voué à l'extinction », *wu di wai huan zhi hen wang*... Mais en général nos auteurs n'ont que faire de la pensée chinoise classique, d'ailleurs inconnue de la plupart des Chinois aujourd'hui, relève Lin Zhibo. Il est vrai qu'un autre fil conducteur apparaît dans ce dossier : le vide contemporain de l'identité chinoise, après l'ère de lutte de la Révolution culturelle et l'occidentalisation individualiste des années 80. « Après vingt ans de réformes et d'ouverture, les Chinois ne croient plus à rien. La pensée Mao Zedong est marginalisée (*bei bianyuanhua*)(...) Les vieilles croyances sont détruites, de nouvelles ne sont pas apparues. Dans le vide culturel, comment les Chinois peuvent-ils former un seul Etat, une seule nation ? Il n'y a pas d'autre issue que le nationalisme » (Lin Zhibo). Sur ce plan Zhu Feng le rejoint, qui note que le « rêve d'une Chine forte » (*qiangguo zhi meng*) est associé à une crise à long terme de la culture chinoise. On ne peut s'empêcher de penser qu'en bons marxistes qui s'ignorent, nos auteurs prônent parfois le nationalisme comme fuite en avant du socialisme, tout comme Lénine qualifia le fascisme de fuite en avant du capitalisme... Presque tous recherchent leur inspiration et leurs sources (quand elles sont citées) dans des exemples et des auteurs occidentaux, et non dans la culture chinoise : Lin Zhibo, par exemple, relève que celle-ci est modérée, tendue vers l'harmonie et le juste milieu » ; mais c'est pour mieux s'en distinguer par ses propres imprécations.

Un ennemi commun apparaît au fil du dossier : le Japon. Cette position n'est pas non plus unanime : un auteur japonais invité prône la coopération économique au sein de l'Asie-Pacifique, et Shi Yinhong reprend, quoique sans excès, sa défense accoutumée d'un « cours nouveau » avec le Japon ; Zhu Feng relève en filigrane du nationalisme chinois une tendance à s'opposer par principe, à tout simplifier et à tout voir en blanc ou noir, à vouloir qu'un pays jugé ennemi soit *ipso facto* en proie à la renaissance du militarisme. Mais dans l'ensemble, le jury est sans faiblesse : il est illusoire de prétendre entretenir avec le Japon ce que Lin Zhibo qualifie de « maladie des bonnes relations ». Revenant vers le passé, Lin accuse tous les dirigeants chinois de s'être bercés d'illusions ou laissés bernés par le Japon. Sun Yatsen croyait que le Japon le

soutenait, mais en réalité ce dernier vendait des armements au gouvernement des Qing, et envahit le Shandong après sa mort ; Chiang Kaishek prôna initialement de bonnes relations avec le Japon qui en échange le piétina. A l'ère Mao Zedong, la Chine renonça aux réparations de guerre du Japon et quand le premier ministre Y. Nakasone se rendit au temple Yasukuni (NDLR : en fait en 1985, soit neuf ans après la mort de Mao...) le peuple chinois n'en sut rien, et les experts n'en firent pas grand cas. Deng Xiaoping remit à l'avenir la résolution de la question des îles Diaoyutai, et Hu Yaobang saisit par la fièvre des bonnes relations invita des milliers de jeunes Japonais à venir dialoguer : pour récompense, le Japon demanda de clôturer les comptes sur la guerre. Quand Jiang Zemin a visité le Japon, celui-ci l'a insulté. Il faut en finir avec la « maladie des bonnes relations » ; pendant 2000 ans, le Japon n'a pas voulu celles-ci, il est simplement venu apprendre des Chinois pour se renforcer lui-même. Enfin, l'interdépendance économique s'affaiblit au profit d'une compétition frontale, la Chine étant plus exportatrice encore que le Japon ; le retard japonais à investir en Chine a tenu à la crainte de voir ses technologies piratées par la Chine.

Aussi, conclut Lin, la Chine doit traiter le Japon comme celui-ci la traite. L'expression de l'opinion chinoise a « aidé » le gouvernement à se déterminer contre l'entrée du Japon comme membre permanent du Conseil de Sécurité, et l'expression de cette opinion était « conforme à la Constitution » chinoise. Les relations internationales ne « consistent pas à se faire des amis », mais à avancer les intérêts nationaux.

Une partie de ce dossier est aussi consacrée à la promotion du nationalisme comme « courant de pensée principal » (*sixiang zhuliu*). C'est presque chose faite, estime Fang Ning, de l'Institut des Sciences Politiques de la CASS, qui s'appuie pour cela sur trois « sondages » faits sous l'égide du département de la propagande de la Ligue de la Jeunesse Communiste en 1987, 1995 et 2003. Toute méthode semble absente de ces sondages, dont les questions diffèrent à chaque fois et semblent parfois orientées pour susciter des réponses. Mais l'important ici est dans la base des personnes « sondées » : ce sont des

étudiants, des doctorants et de jeunes enseignants des disciplines scientifiques des plus grandes universités chinoises ; en somme, l'élite nationale de demain. Du sondage de 1987, on saura seulement que 38 % des sondés souhaitaient que la Chine poursuive dans la voie du socialisme, 38 % pensaient revenir en Chine après des études à l'étranger. C'est en somme la genèse de la génération de 89 que dénonce Fang Ning, une génération individualiste et instantanée, férue de futurologie, fascinée par Nietzsche, « un penseur encore plus obscur que Sartre » (sic), mais dont la thèse sur la « volonté de pouvoir » a entraîné la « fièvre politique de Tiananmen. Cette génération aura pratiqué l'auto-flagellation, le complexe d'infériorité et l'autodénigrement, tout en encensant l'Occident. A nouveau, le téléfilm *Heshang*, mais aussi le rôle du *World Economic Herald* ³⁴ : ils ont fourni le contexte langagier du renversement de l'ordre établi et du conflit politique.

Changement de décor avec le « sondage » de 1995. 85 % des jeunes privilégient l'unité et le rassemblement autour du gouvernement, 65 % approuvent l'indépendance et l'autosuffisance (*zili gengsheng*, un ancien slogan maoïste). 87 % estiment que les Etats-Unis sont le pays qui « se comporte le moins bien avec la Chine ». Fang Ning évoque l'influence des écrits de Wen Di et de He Xin, puis évoquent de nouvelles tendances des années 90 : des courants de pensée occidentale, seul le libéralisme reste influent en Chine. Or ce dernier défend avant tout, sous le nom de liberté, les droits de la propriété. Le libéralisme va susciter un mouvement de réforme de la Constitution pour sacrifier ces droits. Face à lui renaît une « nouvelle gauche », d'ailleurs influencée par les écrits occidentaux contre la globalisation, par le retour des étudiants chinois en Chine. Fang Ning vante cette « nouvelle gauche » qui associe efficacité et équité.

Il en voit enfin le succès dans le sondage effectué en 2003 dans la jeunesse des

³⁴ Le *Shijie Jingji Daobao* de Shanghai, proche de la Ligue de la Jeunesse d'alors et du secrétaire général Hu Yaobang, propagea en 1988-1989 les thèses de la réforme politique et de modèles occidentaux. Le conflit autour de sa fermeture en avril 1989 est une des raisons de la chute de Zhao Ziyang.

grandes universités. S'il fallait choisir entre les hausses de revenu individuel et le renforcement de la protection sociale, 75 % feraient le second choix contre 11 % seulement le premier. A l'avenant, les autres chiffres traduisent un ralliement de la jeunesse au système politique, dont seulement 12 % souhaitent « une révision complète dans quelques années »³⁵. Cette jeunesse est aussi nationaliste, plaçant le Japon en tête des nations hostiles à la Chine (et « la France et l'Allemagne » au premier rang des nations amies) ; 84 % approuvent l'emploi de la force contre Taiwan « dans des circonstances d'indépendance » de l'île ; 83 % veulent « une armée plus forte », et 70 % souhaitent que la Chine devienne « une puissance militaire forte » à l'échelle globale ou régionale.

Si cette analyse et les chiffres qui l'appuient disent vrai, alors la voie suivie par la société chinoise sous la direction du régime est à l'opposé de l'évolution pacifique et de l'intégration dans les valeurs internationales. Wang Xiaodong, Lin Zhibo et Fang Ning le revendiquent, dénoncent l'imitation de l'Occident et relèvent que, « sans suivre comme les Palestiniens tous les magiciens maléfiques à la Ben Laden », les Chinois n'en croient pas pour autant que les Américains ou les Japonais soient des génies (Lin Zhibo).

Finalement, c'est à partir d'analyses américaines du nationalisme (Paul Kennedy) et en particulier du nationalisme chinois (Lucian Pye et Andrew Nathan...) que Zhu Feng met en garde ses collègues et exprime une voix plus modérée dans ce concert. Il revient sur la naissance du phénomène, à partir des humiliations subies de l'Occident et non pas comme un processus interne au pays ; il évoque la « crise de la culture chinoise » consécutive aux excès de l'ère maoïste, et lance l'idée que certains nationalistes peuvent en réalité affaiblir le pays, prenant pour exemple la révolte des Boxers de 1900. Il évoque le rôle du ressentiment – le nationalisme chinois est toujours là pour « réclamer son dû », la protection des valeurs chinoises face à la globalisation : un rôle défensif plutôt

³⁵ Avec toutefois un erreur d'addition qui porte le total des réponses sur ce point à 90 % et non 100 %.

qu'offensif, que Zhu Feng ne dénonce pas. Et il conclut de façon ambiguë par un éloge de la démocratie pour promouvoir le nationalisme, assimilant d'ailleurs Internet à une forme de manifestation libre de l'opinion chinoise.

La lecture de ce dossier suscite plusieurs commentaires : d'abord, un centre de réflexion sur l'économie globale de la première université chinoise des sciences et des technologies, bien connu de ses partenaires étrangers, est le lieu d'un manifeste nationaliste souvent tonitruant et d'une focalisation sur le Japon comme ennemi. Ensuite, ce courant revendique un ascendant sans précédent sur les élites chinoises futures : la place de l'éducation et de la propagande, mais aussi celle de l'orientation des débats par les autorités, notamment sur le Net, apparaissent fondamentales pour établir une nouvelle légitimité du régime, non plus par le communisme, mais par le nationalisme. Enfin, le phénomène témoigne aussi de jeux d'influence au sein du Parti, parce que les hérauts du mouvement nationaliste, quoique pourvus de postes d'appareil, n'en revendiquent pas moins d'être des précurseurs et d'aller « à contre-courant », selon la vieille formule maoïste. Enfin, la critique de tous les prédécesseurs historiques du président Hu Jintao pour leur « mollesse » laisse entendre, à tort ou à raison, que ce dernier serait le porte-parole du camp de la fermeté, notamment à l'égard du Japon.

9. Voie chinoise vers la démocratie et promotion de la nation

L'article ci-dessous témoigne d'une certaine sophistication dans le positionnement international de la communication officielle chinoise. Il réussit à associer côte à côte la défense sans restrictions de la « souveraineté » chinoise, y compris dans le domaine le plus sensible des droits de l'homme, et une perspective « de classe » sur les relations internationales – comprendre : une vision géopolitique fondée sur les rapports de force et l'équilibre des puissances – avec un langage qu'on dirait post-moderne, puisqu'il met en concurrence des « valeurs » chinoises sur le « marché » global de celles-ci et souligne en particulier la nécessité de

fonder toujours assertions et revendications chinoises dans la langue du droit international. L'exemple le plus mis en avant par l'auteur est celui de la démocratie et de l'égalité, où la Chine doit opposer l'application de celles-ci entre les nations conçue chacune comme un « sujet », et le domaine des droits du citoyen, qui seraient, ailleurs comme en Chine limités et soumis à des règles de droit dans l'intérêt collectif. Quelle que peu rhétorique, la démonstration montre toutefois une certaine plasticité conceptuelle dans le plaidoyer, sans pour autant rien céder sur le fond de la souveraineté chinoise et d'une perspective dite « de classe », en fait héritée des Constitutionnalistes de la fin de la dynastie Qing et du triple démisme de Sun Yat-sen sur la primauté de la nation par rapport à l'individu.

Synthèse de Florence Biot d'après :

*- Zhang Wenmu, "Intégrer le monde – la poursuite de la démocratie internationale et la manifestation de caractéristiques nationales", **Zhongguo yu shijie guan**cha, n° 1, 2005 pp. 18-26*

La politique étrangère de la Chine a beau changer, son énonciation idéologique emprunte souvent les mêmes formes de langage. Zhang Wenmu relève ce décalage et la nécessité de faire évoluer un certain nombre de notions, notamment celles de souveraineté, de droits de l'homme, de nationalisme et de démocratie, du contexte de classe à celui du droit en usage dans la communauté internationale. Il justifie ce reclassement des références linguistiques vers le vocable du droit, intelligible pour les occidentaux, en ce qu'il sert alors non seulement à défendre l'intérêt national chinois, mais aussi à s'exprimer dans des termes acceptables par tous. Quant à la fameuse « montée de la Chine », l'auteur insiste enfin sur une position philosophique qui soit propre à la Chine. Il distingue ainsi la position du Sujet chinois (*zhuti*) dont la souveraineté est absolue, des valeurs chinoises (*jiashi*), qui se trouvent à égalité (*pingdeng*) dans le contexte international.

Les idéologies, nationales comme internationales, sont principalement fonction de l'usage qui peut en être fait. D'un point de vue économique, la Chine

développe une façon particulière de s'intégrer au monde et d'échanger avec lui : dictée par le principe de réforme et d'ouverture, celle-ci suit pourtant le concept marxiste d'évolution historique dont l'auteur rappelle ici la permanence. Aussi est-il naturel que la Chine se confronte aux idéologies nationales et internationales ainsi qu'à leurs exigences. Et l'auteur, quoiqu'il n'en dise, de mettre en avant de son article certaines logiques d'actions attribuées au PCC : celle de révolution d'une part, par laquelle Mao opposait des droits « réels » (basés sur la réponse aux besoins essentiels de droit à la vie, à la nourriture, à la santé) à d'autres plus « formels » de liberté d'expression et de mouvement ; celle de développement d'autre part, qu'employait Deng et qui plaçait l'application de droits économiques et sociaux devant celle des droits civils et politiques.

- *La conscience nationale des droits (quanli) et des devoirs (yiwu)*

La première forme d'interdépendance de la Chine avec le monde est matérielle : pour y contribuer comme elle le fait par ses forces productives (le PIB), ses besoins en ressources doivent être satisfaits. Cette nécessité pourtant simple d'importateur est vue comme une menace par les Occidentaux, ceux-ci s'en tenant à ne considérer les Chinois que sous l'angle de leur force de travail.

Mais si « il faut vendre 800 millions de chemises chinoises pour acheter un Airbus A 380 »³⁶, quelle consommation cela suppose-t-il alors ? Si, dans les récentes catastrophes minières (qui ne résultent pas seulement d'une sécurité défailante), il apparaît que des excavations outrancière ont été faite en Chine, sans attention à la géologie du sous-sol. La flambée des prix du pétrole a forcé l'exploitation frénétique des réserves charbonnières. Le vrai danger ne serait-il pas de poursuivre aveuglement dans cette voie, et non dans l'importation accrue de pétrole ?

Entre la Chine et le monde, la question du partage des ressources et les mêmes

³⁶ L'auteur reporte ici la phrase prononcée par M. Bo Xilai, ministre chinois du Commerce, lors de sa visite en France au début du mois de mai 2005.

principes de droits et de devoirs nourrissent l'aspiration chinoise à la démocratie universelle. Ces principes, et ceux de souveraineté et de nationalisme, sont passés en revue par Zhang Wenmu à l'aune du droit international, mais aussi étayés d'exemples mettant en exergue les abus de la Realpolitik occidentale, plus motivée par des intérêts géopolitiques que par la morale.

- *L'expression de l'intérêt national chinois*

Les notions aujourd'hui partagées sont celles du contrat social (*gongzong qiyue*) et des droits juridiques (*faquan*). Si la Chine exprime ses revendications au nom de l'intérêt national sans les formuler dans un vocable relevant du droit, alors elle ne peut en attendre ni compréhension ni soutien international. Sur les intérêts souverains, les Chinois disent par exemple que « c'est notre territoire depuis l'Antiquité » alors que cette question relève d'un domaine du droit et qu'il faudrait donc s'y référer en ces termes.

Au regard du droit, les droits de l'homme ne signifient pas les droits de tout individu, mais ceux dont ils bénéficient selon la loi, c'est-à-dire le droit du citoyen (*renminquan*) et non des droits immanents ou existentiels (*cunzaiquan*) que nous utilisons souvent. L'emploi de l'un pour l'autre terme porterait donc à confusion, même si notre construction de système juridique est bien conforme au droit civil tel qu'il ressort des droits de l'homme.

L'Etat de droit est celui où le citoyen reçoit la protection de l'Etat, avec en retour des devoirs envers ce dernier. En réalité, aucun pays ne formule des droits de l'homme sans limite, ou bien ne garantit d'existence humaine qui ne soit soumise à une règle. Les règles des minorités autonomes sont compatibles avec la souveraineté nationale. Les droits de l'homme se réalisent via les droits civils, les droits des minorités autonomes via la primauté du droit national. Dans ce domaine, malgré les rapides progrès, les écarts de compréhension avec le monde persistent, en raison de systèmes de valeurs et du contexte sémantique.

Les puissances occidentales mettent souvent la démocratie en avant, moyen aussi pour elles de contenir le

développement du droit chinois. Si nous faisons de même, nous réaliserions que ces mêmes puissances sont les précurseurs de l'anti-démocratie.

Par exemple, la Chine tient fermement au droit du libre échange, lequel est un principe de la démocratie dans les relations internationales. Pourtant si c'est sur ce principe que se régissent les échanges, dès que leur stratégie industrielle est atteinte, alors il est galvaudé par ces mêmes puissances. Autre exemple qu'est la soi-disant « liberté de circulation maritime » : elle est en réalité placée sous la police des Etats-Unis qui se veut internationale.

Pour l'égalité dans la souveraineté, peut être le principe le plus fondamental de la démocratie occidentale, les Américains, soi-disant démocrates, d'un côté reconnaissent la souveraineté chinoise sur Taiwan, de l'autre lui expédient des armes entravant ainsi l'unité de la Chine souveraine. Les mêmes vont encore, en dehors du cadre de l'ONU, envoyer des troupes en Irak et y renverser le gouvernement.

Zhang évoque aussi le nationalisme, que de nombreux chercheurs avancent en même temps que la notion de démocratie. A bien y regarder, ces notions ne se distinguent pas à l'époque moderne, où révolution nationale et démocratique vont de pair. L'essence du nationalisme est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (*minzu zijue quan*), concept lié aux droits de l'homme et notion centrale de l'universalisme démocratique américain du début du siècle. D'un point de vue théorique la démocratie c'est le droit à la nation. La plupart des pays démocratiques étudient les nations unes à unes en considérant l'éclosion du droit des peuples à disposer d'eux mêmes et des droits de l'homme (où le droit civil correspond à la souveraineté de l'état) comme une transformation vers la forme politique la plus haute. Mais après l'accomplissement démocratique, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes disparaît : le caractère national à l'œuvre dans l'autodétermination initiale du pays devient la culture de celui-ci. Ainsi la caractéristique nationale s'incarne dans l'état. En Occident, un nationaliste est donc aussi un démocrate.

Sous ce langage et dans sa quête démocratique, la Chine exprime surtout son caractère national, et défend sa souveraineté et ses intérêts nationaux selon le système légal international, lequel ne dénonce d'ailleurs pas la menace chinoise. Et pourtant la Chine s'est vue imposer par la CIA le changement de partenaire pour la construction d'avions qu'elle menait si bien. Comme pour le libre échange, c'est une broutille, mais qu'en aurait-il été d'une intervention militaire des Etats-Unis ? La possible fusion des compagnies pétrolières CNOOC (Chine) et Unocal (Etats-Unis) a soulevé une toute autre inquiétude car, en comparaison avec l'Occident, la Chine est dépourvue de moyens de défense légitime de ses intérêts nationaux à l'étranger. Or le droit de protection, souverain selon le droit international, est une expression du droit démocratique national par rapport aux puissances internationales : il y a là encore une supériorité nette de la stratégie sur les droits de l'homme, à laquelle la Chine émergente doit réagir en terme défensif.

L'émergence chinoise selon Zhang ne doit pas s'exprimer comme d'autres l'affirment par une différence culturelle chinoise, mais grâce au dépassement des intérêts par la morale. Est-ce là l'intégration du droit naturel, relevant de la philosophie morale, comme étalon et méta-droit ?

- *Sujet chinois et valeur : particularité philosophique de l'émergence chinoise*

Émergence et mondialisation supposent une nouvelle philosophie, et le droit, point d'aboutissement logique des civilisations contemporaines, doit étayer celle-ci. Au regard de la démocratie, le discours sur les valeurs est celui des sujets naturels, et les valeurs internationales sont sous domination américaine. L'émergence chinoise impose de propres concepts philosophiques. On peut dire que l'aspect philosophique le plus recherché depuis un siècle par la Chine et dans la logique de l'émergence est la connaissance du Sujet et des valeurs chinoises.

Le Sujet chinois se définit par la place souveraine occupée par la Chine, laquelle est reconnue internationalement, ainsi que par la conscience d'une caractéristique chinoise. Les valeurs chinoises tiennent

du principe d'égalité souveraine, au regard du droit international, où chaque nation est traitée sur un plan égalitaire et non hégémonique.

En l'absence de Sujet chinois il ne peut y avoir d'idéologie souveraine. Les pays capitalistes ont bien leur souveraineté, dont dépend le sujet à forme anglo-saxonne ou latino-américaine dont certains voudraient que la Chine suive la voie. Plus que l'épanouissement de civilisation ou la compétition entre autocratie et démocratie, ou celle entre le centre et la périphérie, le sujet et ses rapports de dépendance déterminent la nature de la politique étrangère et représentent le vrai défi rencontré par la Chine dans son émergence.

Le Sujet chinois constitue le serment que fait la Chine dans son optique socialiste, ses valeurs sont une promesse d'ampleur et au caractère démocratique pour le monde. D'un autre point de vue, le Sujet chinois est aussi un concept borné et orienté par les valeurs chinoises aux normes produites plus ou moins consciemment.

L'histoire montre que les grands pays, lors de leur émergence, ont délaissé le marché international. Le déclin des empires romain, britannique, allemand, japonais, soviétique, montre qu'aucun pays ne peut monopoliser les affaires du monde. Les puissances qui entretiennent les meilleurs rapports entre elles sont celles qui avancent avec des limites à l'expression de leurs forces et qui ont des rapports d'échange avec les autres. La voie politique offre la plus grande possibilité pour l'expansion de l'intérêt, mais peut dangereusement conduire à la perte de la puissance qui s'y livre.

Zhang Wenmu conclue par une mise en garde : l'émergence chinoise est une voie correcte, mais si elle amène l'expansionnisme, alors elle rejoindrait l'absurdité d'un monde inéquitable. Après l'unification et l'émergence chinoises, la Chine aura à négocier ses différences. Le compromis et la modération entre les valeurs nationales et la force que crée l'émergence d'un Sujet national sont une nécessité philosophique tout autant que la reformulation de l'idéologie nationale en langage international est stratégique dans le processus de la montée de la Chine.

10. L'émergence chinoise : compromis entre la puissance et l'influence normative

*Synthèse commentée de Michal Meidan d'après un dossier de la revue **Zhongguo yu shijie guancha**, n° 1, 2005 avec notamment:*

- Shi Yinhong, "L'émergence pacifique de la Chine n'est pas une certitude: les conditions de l'émergence pacifique de la Chine d'un point de vue des relations internationales", pp. 65-80
- Zhao Hongwei, "La stratégie mondiale de la Chine contemporaine – réflexion sur la politique de 'ne pas voir Koizumi comme partenaire'", pp. 100-113

Par sa croissance économique et son influence politique croissante, le géant chinois qui émerge fait souvent l'objet de débats et de spéculations internationales. Mais les occasions d'entrevoir les débats chinois eux-mêmes, notamment au sein de l'élite intellectuelle ou officielle, sont rares. Les articles présentés procèdent d'un échange parfois enfiévré parmi de telles personnalités influentes, sinon officielles.

Leur réflexion porte sur deux thèmes principaux, le premier étant la conscience (*yishi*³⁷) nationale et internationale de la Chine contemporaine, et le second - les problèmes liés au développement du pays et les choix politiques face à ces problèmes.

Le terme de "puissance" se pose en filigrane de ce dossier et il est même omniprésent au fil des pages: qu'est ce qu'une "puissance"? Comment se définit-elle et comment se construit-elle? La Chine est-elle une puissance? Comment une puissance se sert-elle de son pouvoir et comment régit-elle ses relations avec d'autres puissances internationales?

Shi Yinhong, chercheur au département des relations internationales à l'université du Peuple (Renmin daxue), s'attache principalement à la nature même de la puissance et des conditions de son émergence. D'après lui, l'émergence

³⁷ Toutefois, le terme même de "conscience" (*yishi*) n'est pas défini et semble regrouper des termes aussi vastes que "idéologie", "image", "culture politique" et "culture".

(pacifique ou autre) de la Chine, n'est qu'une possibilité, voire même une probabilité, mais ne devrait, en aucun cas, être considérée comme certaine. Si les conditions matérielles et internationales actuelles semblent propices à cette montée en puissance, car la Chine est à présent dans sa "période d'opportunité stratégique", c'est l'essence idéologico – morale de la "puissance" qui fait défaut. Alors que les collègues de Shi Yinhong proposent de remplir ce vide par un nationalisme défini, à défaut de toute autre définition qui fasse consensus, par rapport à l'autre souvent vu comme un adversaire³⁸, Shi prône une réponse de nature plus vague: l'innovation (*chuangxin*).

Zhao Hongwei, professeur à l'université de Hosei au Japon (intervenant japonais), n'aborde pas directement les aspects internes chinois mais encourage, en vue de combler ce "vide idéologique", un sentiment d'identité régionale et la création d'une communauté asiatique, tout en reconnaissant que l'administration Koizumi ne permet pas à la Chine de réaliser cet objectif ou de poursuivre la politique de rapprochement (*jiejin*) qui date, d'après lui, de l'ère Jiang Zemin. En ce sens, le durcissement de la politique chinoise à l'égard du Japon n'est nullement remis en question et l'unanimité des auteurs sur ce point en est une manifestation retentissante. Si Shi Yinhong et Zhao Hongwei n'encouragent pas de faire du Japon la cible du ressentiment nationaliste chinois, ils n'en prônent pas pour autant une modération des stratégies à l'égard de la "menace que la Chine voudra (et, sans doute, pourra) écraser (*yadao*) à l'avenir" (Shi), ou encore à l'égard de la "puissance hostile" (*duidi shili*), selon Zhao.

Toutefois, Shi Yinhong est l'un des rares auteurs qui tente d'offrir une définition au terme "puissance" (*qiangguo*³⁹ – pays puissant) afin de procéder à une évaluation implicite de la situation actuelle de la Chine.

Une puissance, d'après lui, se détermine selon trois critères, d'abord, "les capacités" (*zige*), à savoir, la puissance

réelle (la capacité de défendre ses intérêts économiques, politiques et stratégiques et une force de projection importante), couplée à une reconnaissance internationale et une notion identitaire normative: "une puissance a, dans un cadre régional ou international, des intérêts économiques, politiques et stratégiques, elle possède une puissance compréhensive (*zonghe guoli*)⁴⁰, (...) qui lui permet de défendre ses intérêts de façon efficace en temps normal (*pingshi*), et qui, en temps de guerre, est capable de faire face à deux autres puissances régionales ou mondiales alliées contre elle. De plus, le droit de la puissance à participer à la gestion des grandes questions régionales ou mondiales est reconnu par des pays tiers et elle peut influencer de façon conséquente sur les questions sécuritaires internes de pays tiers. Elle possède des intérêts, des valeurs internationales, et des normes partagés avec d'autres puissances régionales ou mondiales, et est donc perçue comme un membre d'une communauté – formelle ou informelle – de puissances (*qiangguo gongtongti*)".

Ensuite, la puissance se détermine en fonction de sa position (*diwei*), qui est, pour Shi, une affirmation de son pouvoir réel et une revendication de sa reconnaissance sur la scène internationale. Et enfin, une puissance en est une si elle jouit d'une image de puissance et est perçue comme telle par un grand nombre d'autres pays. Cependant, les perceptions dont parle Shi Yinhong portent moins sur la perception des capacités réelles que sur l'évaluation qu'en font les autres pays concernant la participation à la gestion des questions internationales. Une puissance se mesure donc par sa façon d'user ou d'abuser de son pouvoir, et par sa volonté d'assumer ses responsabilités internationales.

Directement liée à cette première interrogation sur la nature de la puissance, se pose une seconde question, – celle de l'émergence et de sa durabilité. Si la Chine ne veut pas connaître un déclin aussi rapide que son émergence, Shi Yinhong estime qu'elle devrait innover (*chuangxin*), aussi bien sur le plan

³⁸ Voir François Godement, "Un manifeste nationaliste?" dans ce numéro

³⁹ Notons que certains auteurs préfèrent le terme "*daguo*" – grande nation

⁴⁰ Shi Yinhong s'inspire ainsi du terme de « sécurité compréhensive » forgé au Japon pour qualifier les aspects non militaires de la sécurité.

technologique que sur le plan idéologique. Dans l'histoire, toute grande puissance (*weida qianguo*), au-delà de sa force militaire ou économique, a fait une contribution majeure sur le plan normatif et conceptuel (et l'auteur cite l'avènement de la démocratie libérale, des valeurs qu'ont incarné selon lui les Pays Bas, l'Angleterre et les Etats-Unis). Pour la Chine, "qui n'a pas encore fait de contribution équivalente à sa taille et à son poids économique et politique" (et bien que Shi Yinhong cite Mao Zedong sur la nécessité de contribuer, il n'évoque guère le maoïsme comme contribution idéologique...), la contribution normative pourrait être "l'émergence pacifique".

Quelle est cette "émergence pacifique"? Si Zhao affirme que le slogan "émergence pacifique" a été abandonné au profit d'une qualification moins ambitieuse de "développement pacifique", Shi Yinhong maintient qu'en dépit des critiques faites à l'égard de cette théorie, elle reste à la fois adéquate et applicable (*qiadang, kexing*)⁴¹. Le débat ne semble toutefois pas tranché: certains analystes trouvent le terme pacifique (*heping*) problématique, car il pourrait indiquer un affaiblissement de la résolution chinoise de poursuivre sa modernisation militaire, d'autres s'opposent au terme émergence (*jueqi*) car il provoquerait l'appréhension et la méfiance d'autres pays et renforcerait "un nationalisme excessif (*guodu de minzuzhuyi qingxu*)" à l'intérieur du pays, Shi Yinhong estime toutefois que "l'émergence pacifique" pourrait être plus qu'une simple déclaration tactique destinée à rassurer les voisins de la Chine. Ce "slogan" (*kouhao*) deviendrait "la base philosophique (*zheli yiju*) et la logique stratégique (*zhanlue luoji*) à partir de laquelle la Chine forme l'opinion des élites et du public" ainsi que l'orientation fondamentale de la politique étrangère chinoise pendant sa période d'opportunité stratégique. Accomplir une émergence sans que cela donne lieu à une guerre de grande envergure (*quanmian zhanzheng* – "major war") ou une confrontation 'froide' de longue durée – ce sera là l'innovation et la contribution normative de la Chine au système international.

⁴¹ Pour un suivi de ce long débat, voir *Les Nouvelles de Chine*, numéros 16 - 20

Pour Zhao Hongwei, la contribution de la Chine repose sur le "système de coopération communautaire nord-sud", initié par Jiang Zemin et approfondi par Hu Jintao. La stratégie internationale du pays constituerait à consolider un système communautaire asiatique et s'en servir pour créer le pôle asiatique d'un nouvel ordre multipolaire. D'après l'auteur, la Chine a su habilement s'implanter fermement au cœur d'un réseau d'organisations régionales tout en oeuvrant pour leur élargissement: l'admission de l'Inde, du Pakistan et de l'Iran comme observateurs à l'Organisation de Coopération de Shanghai d'une part, la création d'une nouvelle communauté asiatique avec la participation de l'Inde, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande d'autre part, ont permis à la Chine de constituer un axe Chine – Inde – Russie qui servirait de cœur au système de coopération asiatique. "Un monde à trois pôles se dessinerait alors, composé d'une communauté asiatique fondée sur l'axe Chine – Inde – Russie, une communauté européenne bâtie sur l'axe franco-allemand et une communauté anglophone basée sur l'axe Etats-Unis Grande Bretagne".

Quel est le rôle du Japon dans ce nouvel ordre asiatique? Zhao estime que le Japon a manqué son opportunité de se positionner aux côtés de la Chine dans cet ordre régional, en repoussant les initiatives de rapprochement de Jiang Zemin. L'intervenant japonais prend une position toute aussi critique que ses collègues chinois à l'égard du gouvernement Koizumi. C'est en refusant de reconnaître les "deux principes de Hu Jintao" (*Hu Jintao er yuanze*) en février 2004 comme base des relations politiques entre les pays (à savoir, les questions de l'Histoire et de Taiwan) que Koizumi aurait condamné son gouvernement à "ne plus être un partenaire" de la Chine. Toutefois, d'après Zhao, Hu Jintao est "un adversaire problématique" (*jishou duishou*) pour le Japon, sa stratégie est méticuleusement réfléchie et consisterait à isoler le Japon pour ensuite lui permettre, sous l'égide de la Chine, "d'intégrer l'Asie" (*ruya*). Or, tant que Koizumi poursuit sa politique de "pencher d'un seul côté"⁴², Hu Jintao ne peut qu'opter pour cette voie diplomatique.

⁴² Notons l'usage du terme utilisé pour désigner la diplomatie chinoise des années 1950.

Toutefois, la complexité de la politique chinoise réside dans sa dualité et se manifeste pleinement, d'ailleurs, dans la politique taiwanaise du continent: "plus dure que dure, plus souple que souple" (*ying de geng ying, ruan de geng ruan*), à savoir, un durcissement progressif de la position à l'égard du gouvernement, mais une multiplication des voies de communication et de rapprochement entre partis politiques et la société⁴³. Sur ce point, Shi Yinhong poursuit sur la même ligne. D'après lui, "l'offensive souple" (*rouxing gongshi*) de la Chine a rendu possible la succession des visites de membres de l'opposition politique taiwanaise sur le continent. Cet accent sur des mesures à la fois "souples" et "dures" a renversé les relations entre les deux rives à l'avantage du continent, et démontre que "des mesures et des attitudes politiques innovantes" ont eu une forte influence sur l'opinion publique taiwanaise. "Cette innovation politique a été et continuera d'être importante dans la politique taiwanaise du continent". Cependant, les mesures "dures" ne sont pas à écarter, la Chine doit avoir une capacité de dissuasion crédible qui mette en avant une opposition ferme à "toute tendance indépendantiste de la part de Taiwan". Ainsi, sur la question taiwanaise, nos auteurs sont fermes, "une guerre localisée et partielle n'est en aucun cas incompatible avec l'émergence pacifique" (Shi).

D'après nos auteurs, les années 2004 et 2005 ont vu une série de succès diplomatiques pour Pékin. La montée en puissance de la Chine en Asie est, pour nos auteurs, un quasi fait accompli: pour Zhao Hongwei le Japon devra "céder" tôt ou tard afin d'intégrer cette communauté asiatique et donc ne représente pas de véritable défi, tandis que Shi Yinhong identifie l'affaiblissement (voire même le

⁴³ "Société" reste toutefois très vague. Certains points communs existent dans le raisonnement de ces deux auteurs et dans leurs papiers il semblerait que la référence aux "élites" inclut les élites intellectuelles et politiques et que "société" s'applique plutôt à la société urbaine avec des références occasionnelles au "sentiment populaire". Le « rapprochement entre les sociétés » voudrait donc dire à la fois encourager les contacts interpersonnels entre les deux pays, et cultiver une image positive afin d'influencer le sentiment populaire et l'image de la Chine.

début du déclin) des Etats-Unis comme facteur principal permettant à la Chine de se consolider en Asie : même si cela, en même temps, suscite l'appréhension des Etats-Unis. Cette "contradiction stratégique structurelle" (*jieguoxing zhanlüe maodun*) qui s'amplifie entre la Chine et les Etats-Unis est "le nuage noir à l'horizon". Couplé à "l'opposition stratégique structurelle" (*jieguoxing zhanlüe duili*)⁴⁴ sino-japonaise, et à défaut de projet diplomatique clair, elles deviennent les "goulots d'étranglement" de l'émergence pacifique. Or, ces "goulots d'étranglement" ne peuvent être réduits aux seuls facteurs externes, et contrairement aux auteurs de la mouvance nationaliste⁴⁵, Shi Yinhong met en garde contre la participation d'une opinion publique - devenue trop simpliste - dans le façonnement de la politique étrangère chinoise. Les élites intellectuelles auraient renoncé à toute tentative de se mettre à la tête d'une réflexion introspective et auraient laissé la place à "des médias non officiels et semi officiels" motivés par des intérêts économiques et un "nationalisme populaire" pour façonner l'opinion publique. Or, cette opinion publique est en transformation constante et elle aussi est en cours de formation. Certes, les attitudes et actions des Etats-Unis et du Japon contribuent à façonner cette opinion, mais la voie que tracera le développement économique, social (y compris culturel et éducatif) sera un facteur décisif dans ce processus. Dans quelle mesure ce développement pourra-t-il influencer sur l'opinion publique? Cette question est laissée sans réponse.

Shi Yinhong conclut en résumant les conditions de l'émergence d'une puissance (évoquées précédemment dans ses propos) et en ajoutant des recommandations assez vagues: d'abord, un pays, afin de pouvoir accomplir son émergence et maintenir durablement le statut de "puissance", devrait contribuer une innovation technologique, politique, culturelle et sociale; Toutefois, ceci ne peut qu'être appuyé par un moment de grande opportunité historique et par des

⁴⁴ Une contradiction (*maodun*) n'est-elle toutefois pas résoluble, tandis que l'opposition (*duili*) est plus antagonique?

⁴⁵ Voir François Godement, "Un manifeste nationaliste?".

conditions fondamentales – en matière de ressources physiques, géographiques, humaines mais aussi géopolitiques et géoéconomiques;

Si les critères évoqués ci haut semblent partiellement remplis, les objectifs suivants demeurent plus vagues: la puissance devrait avoir "un objectif national fondamentalement correct (*zhengque*) à court et moyen terme, une philosophie diplomatique et une grande culture stratégique" ; notamment, "il faut renforcer et mobiliser pleinement les ressources du pays, prendre les bonnes (*zhengque*) décisions stratégiques clés, éviter d'avoir trop d'ennemis ou de s'engager dans des conflits ou oppositions de longue durée, avoir des alliés clés et construire un système internationale clé (*guanjianxing*)". Enfin, si la théorie de "l'émergence pacifique" est dotée d'un contenu digne de son potentiel théorique et idéologique, elle pourrait permettre de remplir ces conditions. Même ainsi, il reste que la puissance émergente devra remporter "la ou les épreuves de force décisives". On le voit, Shi Yinhong relativise le poids relatif de la puissance classique, et notamment militaire, dans le scénario de l'émergence ; mais il n'exclut nullement le recours à la force qui demeure un axe central pour l'avenir.

11. Abandonner la mentalité de guerre froide

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

- Yu Xintian "Les menaces sécuritaires auxquelles doit faire face la Chine, une nouvelle approche de nos choix stratégiques", *Waijiao Pinglun (Foreign Affairs Review)*, n°84, Octobre 2005, p 17-20.

A l'heure où de nombreux commentateurs s'inquiètent d'une évolution de type nouvelle guerre froide en Asie Orientale, Yu Xintian, directrice du Centre de Recherche sur les Problèmes Internationaux de Shanghai, appelle la Chine à abandonner une approche des problèmes stratégiques et de sécurité fondée sur l'expérience de la Guerre Froide et sur une pratique stratégique s'inscrivant dans le néo-réalisme. Cet article, paru dans une publication mensuelle du Ministère des Affaires Étrangères chinois, souligne l'importance capitale des idées et des perceptions des décideurs politiques sur les équilibres internationaux. Il met en garde la Chine contre les effets pervers des prophéties autocréatrices : voir les États-Unis comme un État néfaste aux intérêts chinois, voir l'Inde comme un compétiteur potentiel, c'est en réalité construire des ennemis alors que la coopération est possible, et potentiellement bénéfique pour tous. Surtout, c'est risquer de sous-estimer ou de baisser la garde face aux menaces nouvelles, en dressant un agenda inadapté aux défis sécuritaires du monde contemporain. Yu Xintian fait en particulier preuve d'une très grande sensibilité aux menaces s'appuyant sur des réseaux transnationaux.

Depuis la fin de la Guerre Froide, l'environnement sécuritaire de la Chine a changé. Si Pékin ne veut pas manquer sa « période d'opportunité stratégique » (*zhanlüe jiyu qi*), il lui faut réévaluer les menaces sécuritaires et adopter une approche des relations internationales plus sensible à la nouvelle configuration de la sécurité internationale, caractérisée selon l'auteur par les quatre tendances suivantes :

- La pression croissante sur les ressources mondiales en énergie, et

en particulier sur le pétrole. La demande augmente, mais le Moyen-Orient, principale région productrice, est en proie à l'instabilité politique. Cette instabilité est une menace potentielle pour les approvisionnements chinois. D'autre part, elle risquerait de se propager chez les Musulmans chinois.

- Des transitions politiques fragiles en Asie du Sud-est, en Asie Centrale, en Asie du Sud et dans le Caucase. L'instabilité de certains systèmes politiques offre un terrain fertile à des maux comme l'extrémisme, le séparatisme ou le terrorisme. La Chine s'inquiète de troubles potentiels dans ses États frontaliers.
- Le terrorisme, et sa tendance à la mise en œuvre par de petits groupes localisés, fragmentés, opérant de manière indépendante, avec parfois des objectifs séparatistes, et des matériels de plus en plus destructeurs. La Chine doit développer une véritable politique de prévention, en coopération avec d'autres États.
- Le risque d'escalade dans certains « points chauds » régionaux, en Palestine, dans le détroit de Taiwan ou dans le Cachemire.

D'autre part, quatre types de conflits armés dominent le monde contemporain : les guerres entre pays en développement, les guerres civiles dans les pays en développement, les conflits liés au terrorisme, et les guerres d'intervention menées par les États-Unis ou l'OTAN s'appuyant sur le principe d'ingérence (*ganyu zhanzheng*). La nature de la guerre a donc évolué. La première tendance est la diminution des conflits liés au contrôle des territoires et l'augmentation des conflits liés à la religion, à l'ethnie et à la culture ; ces nouveaux conflits ont tendance à se propager le long des nouveaux réseaux du monde globalisé. La seconde tendance concerne l'augmentation des conflits provoqués par l'inégale répartition des richesses au sein des États et entre les États, vue comme un facteur propice au développement de l'extrémisme, d'autant plus dangereux que ses réseaux sont globalisés. La troisième tendance tient au principe d'ingérence et à son utilisation dans des guerres préemptives, menées unilatéralement, par exemple pour changer des régimes politiques.

En Chine, l'expérience de la Guerre Froide incite de nombreux analystes à percevoir les Etats-Unis, et dans une moindre mesure l'Inde, comme les deux menaces les plus importantes contre la sécurité chinoise. Pour Yu Xintian, l'argument selon lequel la paix entre les grandes puissances n'est que momentanée, conjoncturelle, et que le monde de Mearsheimer est loin d'avoir disparu, est un argument hérité d'une mentalité de Guerre Froide⁴⁶. Selon elle, les relations entre les grandes puissances fonctionnent aujourd'hui sur un mode différent : « Les conflits n'éclatent pas malgré les différents, la paix est réelle malgré l'anarchie » (*dou er bu po, he er bu cong*). La Chine doit donc sophistication sa perception des menaces sécuritaires.

- La possibilité de conflits interétatiques entre la Chine et ses voisins est infime. La probabilité d'une coalition d'Etats voisins cherchant à contrebalancer la montée en puissance de la Chine est également très basse. Pékin mène une politique de bon voisinage qui porte ses fruits. Même les Etats de la région qui entretiennent une alliance militaire ou une coopération militaire avec les Etats-Unis veulent maintenir de bonnes relations avec la Chine, et ne suivent pas l'Amérique sur la question de Taiwan. La question des relations sino-japonaises est ignorée par l'auteur.
- Par contre, la gravité des menaces non traditionnelles sur la sécurité chinoise est réelle. Depuis la fin de la guerre froide, la Chine a déjà expérimenté la crise financière asiatique, des crises sanitaires (SARS, sida, grippe aviaire), des pressions sur ses ressources énergétiques, et des problèmes de développement durable liés à la dégradation de l'environnement. La caractéristique de ces nouvelles menaces est leur dispersion, leur caractère global et explosif. Dans le pire des cas, elles pourraient se combiner avec des menaces traditionnelles, sans que l'auteur ne précise de quelle manière.

⁴⁶ John Mearsheimer, dans sa théorisation du réalisme offensif, estime que le cycle de violence du 20ème Siècle ne peut que se poursuivre, car la compétition pour la puissance est le fondement même des relations internationales. Voir *The Tragedy of Great Powers Politics*, Norton, 2001.

- La Chine se trouve dans une période de risque très important quant à sa stabilité sociale. Les contradictions sociales liées au phénomène de transition vers une économie de marché pourraient exploser si Pékin ne les gère pas intelligemment (si elles sont traitées de façon inadéquate). Pour l'heure, selon Yu Xintian, les troubles sont sous contrôle en raison de la force des autorités chinoises. Mais la vigilance est de mise, en particulier si ces troubles intérieurs s'appuyaient sur des facteurs extérieurs.
- La possibilité d'une intervention étrangère selon le principe d'ingérence est quasiment nulle. La seule exception concerne la question de Taiwan, et une éventuelle intervention des Etats-Unis, avec le soutien du Japon. Selon Yu Xintian, la coopération avec Washington est possible dans la mesure où les Etats-Unis sont attachés au *statu quo* dans le détroit et s'opposent à l'indépendance de Taiwan. Le risque d'escalade est selon elle faible, dans la mesure où le coût (*dajia*) d'une intervention pour les Etats-Unis serait élevé (et donc une intervention serait à éviter) et la Chine mettrait en œuvre une politique « appropriée (correcte)» (*zhengque de zhengce*) (Sans pour autant que l'auteur définisse ce qu'elle entend par "correcte").

A partir de ce constat, Yu Xintian propose une hiérarchie des menaces sur la sécurité de la Chine : la pression sur les matières premières et l'énergie, les risques financiers sont au sommet de ce classement. Viennent ensuite des menaces à plus long terme : la démographie chinoise et la dégradation de l'environnement. Les troubles sociaux sont en troisième position, précédant une intervention américaine dans le détroit de Taiwan et des conflits entre la Chine et ses Etats frontaliers.

Pour Yu Xintian, certaines analystes ont de l'intérêt national chinois une vision trop ancrée dans une perception réaliste de l'ordre international. Les conditions matérielles de la puissance sont bien sûr importantes pour l'intérêt national des Etats. Mais, plus importantes selon elle, sont les idées et les perceptions qui structurent les politiques de sécurité.

L'histoire du monde montre que les événements imprévisibles sont nombreux et que, même prévisibles, certains événements inédits sont extrêmement difficiles à gérer pour les gouvernements. La meilleure manière de garantir la sécurité nationale est de maintenir un niveau d'attention élevé aux nouvelles formes de menaces sécuritaires.

Il existerait en Chine une tendance grave à percevoir ses ennemis pour des amis et ses amis pour des ennemis, en raison de l'influence de l'héritage « gauchiste » (*zuo bi you hao*) sur sa politique extérieure. La tendance à voir l'Amérique comme la menace la plus importante sur la sécurité de la Chine relève de cette tradition. Elle occulte l'apparition de nouvelles menaces sécuritaires, et comporte un risque de ne pas être préparé correctement aux nouveaux dangers du monde contemporain. De nombreux analystes chinois estiment qu'après la guerre contre le terrorisme, les Etats-Unis se lanceront pleinement dans une politique de *containment* de la Chine, cherchant à freiner sa montée en puissance et à empêcher son unification. Pour Yu Xintian, le prisme réaliste relève d'une perception erronée et incomplète. Après le 11 Septembre, l'Amérique a placé ses priorités stratégiques sur la sécurisation de son territoire, la lutte contre le terrorisme et la prolifération. Elle se sent plus menacée par les Etats en faillite (*shibai guojia*) que par les Etats en montée en puissance (*jueqi guojia*). Ainsi, Washington a déjà établi des formes de coopération stratégique avec l'Inde, la Russie et la Chine. La tendance à la coopération sécuritaire entre les Etats-Unis et la Chine en Asie Orientale ne serait pas temporaire, mais stable sur le long terme. Le débat autour de la menace chinoise fait bien rage aux Etats-Unis, mais ce sont les tendances à la coopération et aux intérêts communs qui prennent le dessus. Selon Yu Xintian, ce sont des erreurs politiques de Pékin et non pas des facteurs extérieurs qui pourraient empêcher la Chine de réussir sa montée en puissance et son unification.

Un autre point de vue fréquemment exprimé estime que la Chine serait perdante en abandonnant une approche réaliste des relations internationales dans un monde où ce mode de pensée est encore largement dominant. Depuis l'ère

des réformes, après que Deng Xiaoping ait posé que les tendances dominantes du monde contemporain étaient la paix et le développement, la Chine a déjà fait face à de nombreuses crises. Si Pékin avait appliqué une politique fondée sur le réalisme pour gérer l'après-Tian'anmen, la crise des missiles dans le détroit de Taiwan, le bombardement de son ambassade en Serbie, l'affaire de l'avion-espion ou la crise financière, n'aurait-elle pas interrompu son processus de modernisation ? Sa gestion prudente et coopérative lui aurait permis au contraire de diminuer les contradictions internationales et d'avancer vers une réduction des conflits internationaux. Le monde contemporain est encore fourmillant de menaces potentielles, mais par rapport au monde hérité de la Seconde Guerre mondiale, il est beaucoup plus régi par le droit, les principes et les institutions multilatérales. Le principe de souveraineté et d'intégrité territoriale y serait au fond mieux respecté, en dépit de l'émergence du principe d'ingérence, qui provoque des réactions de circonspection dans de nombreuses capitales.

Dans ce nouvel ordre international, la Chine occupe une position inédite. Son acceptation des institutions multilatérales, sa construction de partenariats stratégiques avec de nombreux Etats, son rôle moteur dans la construction régionale en Asie lui donnent de nouveaux droits et de nouveaux devoirs. Cette configuration nouvelle implique que la Chine peut gérer en commun avec d'autres Etats les menaces qui pèsent sur sa sécurité, mais aussi qu'elle peut assister d'autres Etats dans leur quête de sécurité. Une telle approche faciliterait la « montée pacifique » de la Chine. Elle renforcerait ses chances de saisir sa « période d'opportunité stratégique ».

12. La coopération de sécurité contre les menaces non-traditionnelles en Asie orientale

Synthèse commente de Michel Auroy d'après:

- Liu Qing, "Débat sur la coopération en Asie orientale au sujet de la sécurité non-traditionnelle", *Guoji wenti yanjiu*, no. 1, janvier 2006, pp. 57-62

Liu Qing⁴⁷ fait un tour d'horizon complet de la sécurité non-traditionnelle en Asie orientale (*dongya*) : menaces, coopérations existantes, obstacles et issues possibles.

Son approche des menaces est extensive et tourne rapidement au catalogue au travers de l'examen successif de chaque mécanisme de coopération. Certaines menaces sont cependant beaucoup plus citées que d'autres⁴⁸. Examinant les mécanismes existant, il distingue enceintes bilatérales (la relation bilatérale sino-japonaise, mais aussi, de façon plus étonnante, les différents cadres ASEAN + 1) et multilatérales⁴⁹ (coopérations internes à l'ASEAN, ARF, APEC et *track two*⁵⁰). L'examen des obstacles est assez convenu, notamment dans ce qu'il reprend des griefs habituels contre le Japon (jamais nommé) et son dévoiement de l'Histoire. L'analyse des facteurs centrifuges est plus intéressante : notant les différences de développement entre les Etats d'Asie orientale, l'absence de « communauté asiatique de sécurité » (avec de fréquentes références à l'Europe), il brosse le tableau d'un ensemble de pays que pas grand-chose, finalement, ne rassemble si ce n'est la nécessité : « certains comprennent cette communauté comme tendue vers 'un progrès et à un développement communs', d'autres la voient plutôt comme une 'communauté de destin' ». Finalement, c'est aux Etats-Unis que revient la tâche de cimenter cette communauté : la coopération régionale ne permettra-t-elle pas de faire bloc contre ses ingérences (et ainsi d'améliorer les relations avec eux) ? Mais le *deus ex machina* avait déjà évoqué également par l'auteur au rang des blocages pesant sur la coopération régionale, certains Etats recourant à la puissance américaine pour

⁴⁷ Chercheur à l'institut de recherche chinois sur les questions internationales.

⁴⁸ En nombre d'occurrences : terrorisme 32 ; pollution ou environnement 22 ; criminalité 17 ; trafics (toutes sortes) 16 ; calamités naturelles ou urgence 11 ; crise financière 8 ; énergie 6 ; épidémies 5 ; blanchiment d'argent 4. La prolifération (4 occurrences) n'apparaît que dans la deuxième moitié de l'article.

⁴⁹ Toutes se sont engagées dans des domaines de coopération plutôt similaires (terrorisme à partir de 2001) à l'exception d'un intérêt particulier de l'ASEAN pour la sécurité financière dans le sillage de la crise asiatique.

⁵⁰ Le conseil de coopération de sécurité d'Asie Pacifique et le dialogue pour la coopération en Asie du Nord-Est.

survivre, d'autres s'en servant pour démultiplier la leur propre et que les Etats-Unis eux-mêmes se sont toujours opposés à ces coopérations régionales⁵¹.

L'ensemble déçoit donc, d'autant qu'il reste flou, sans guère d'exemples⁵², ni de chiffres (ou en valeur absolue seulement) et ne cherche guère à démêler les entrelacs des causalités complexes liant, par exemple, narcotrafic, terrorisme et pandémie du sida. Les références à la construction européenne tiennent plus du réflexe que d'une réelle comparaison⁵³. Les tensions sino-japonaises, sont simultanément vues comme appelées à être dénouées par un mécanisme régional, et comme empêchant l'émergence d'un tel outil, sans que cela débouche pour autant sur l'examen des processus nécessaires à la dissolution du paradoxe.

Quelles définitions ?

Mais si peu prodigue⁵⁴ qu'il puisse paraître, l'article révèle cependant en creux une idée plus précise de ce qui pourrait être la conception chinoise de la coopération de sécurité non-traditionnelle en Asie orientale.

Si la zone n'est pas définie, les menaces en revanche font l'objet d'une classification basée sur la cause et l'effet : menaces de la nature sur l'Homme, de l'Homme sur lui-même de l'Homme sur la nature. Mais l'énumération qui la suit montre vite que cette classification n'est pas opérationnelle⁵⁵, et l'on est vite

⁵¹ Pour une analyse du rôle américain dans la région voir *China Analysis – Les Nouvelles de Chine* no. 2, novembre – décembre 2005.

⁵² Les seules mesures concrètes de coopération citées sont celles initiées par le Japon.

⁵³ Outre que la France et l'Allemagne y sont créditées d'une inimitié « vieille de 1 000 ans », l'absence de toute mention de la CED et du détour par les coopérations économiques avant d'en arriver à la PESD donnent à cette référence des allures de contresens quand bien même l'auteur ne manque pas de souligner que la communauté asiatique de sécurité n'est pas pour demain.

⁵⁴ Ces sept pages sont en partie comblées par les 72 occurrences du titre, qui en occupent 7 % au moins.

⁵⁵ Comme le montrent les agrégats auxquels elle aboutit : terrorisme, indépendantisme taiwanais, criminalité transnationale d'un côté, érosion anthropique et pénurie de ressources énergétiques de l'autre. Cette dernière est d'ailleurs associée à la compétition internationale pour les ressources naturelles,

conduit à se demander ce qui, pour Liu Qing, donne à une menace son caractère non-traditionnel.

Le caractère absolument incontournable de la coopération dans la gestion des menaces non-traditionnelles donne de celles-ci une définition non plus extensive comme au long des énumérations de mesures et d'engagements, non plus classificatoire comme l'introduction s'y essayait, mais *par défaut* : les menaces non-traditionnelles seraient *celles auquel un Etat, si puissant fut-il, ne peut répondre seul*. Cette séparation entre la sécurité traditionnelle, du ressort de l'Etat souverain⁵⁶ et la sécurité non-traditionnelle qui appelle la coopération éclaire différemment la conversion de la Chine au multilatéralisme, et laisse apparaître en creux les questions qu'elle entend régler seule. Comme on l'a vu plus haut à propos de l'endiguement des Etats-Unis en Asie, la coopération prônée n'est pas sans évoquer l'équilibre des puissances.

Par ailleurs, un bref passage consacré à la question nord-coréenne pose une autre articulation entre cette catégorie de menace et la légitimité du recours à la force : pour les Etats-Unis et leurs alliés, dit Liu Qing, cette question, liée à la prolifération, ressortit de la sécurité non-traditionnelle et est à ce titre justiciable d'un ensemble de mesures « diplomatiques et coercitives ». Pour les autres Etats concernés, il n'est qu'un « prolongement de la sécurité traditionnelle » et, en ce sens, « ne justifie pas l'emploi de la force ».

Autre terme non défini, l'Asie orientale se profile au long de l'article par les Etats qu'elle laisse de côté, dessinant en fin de compte l'ensemble des pays membres de l'ASEAN + 3. Cette approche, légitime sans doute, souffre de l'absence de toute mention aux régions voisines et à des mécanismes identiques à ceux décrits pour la zone examinée⁵⁷. Ce cloisonnement régional semble représenter une tendance chinoise actuelle qui aboutirait à une architecture de sécurité articulée par sous-région,

dont on saisit moins le caractère non-traditionnel.

⁵⁶ Et l'avenir de prospérité qui s'offre à la Chine restreint beaucoup les zones où sa « puissance globale » sera sans effets.

⁵⁷ L'évocation de certaines menaces y gagne en étrangeté, comme celle des conflits pesant sur les flux énergétiques terrestres, qui ne concerne que modérément l'Asie du Sud-Est.

chacune ayant son enceinte où la Chine conserverait un poids critique : OCS, ASEAN + 1 ou + 3, association avec la SAAG, et enfin dialogue à 6, puisque l'article fait mention de leur nécessaire institutionnalisation. Les Etats-Unis y auraient au moins le choix entre cette dernière enceinte et une relation bilatérale en cours de rapide réchauffement, la Chine quant à elle s'accommodant de la place du milieu.

13. Porte-avions chinois: cette fois-ci, il est en route

Synthèse commentée d'Alexandre Sheldon Duplaix d'après :

- Sofia Wu, *Conférence de presse du contre-amiral Liu Chih-chien, porte-parole du ministère taiwanais de la défense*, Central News Agency, 19 janvier 2006.

- Wen Wei Po, *Déclaration du général Wang Zhiyuan de l'Armée de Libération Populaire (APL)*, 10 mars 2006 ;

- *Mémoires de Liu Huaqing, Beijing, 2004, pp.638-723.*

Le 19 janvier 2006, le contre-amiral Liu Chih-chien, porte-parole du ministère taiwanais de la défense, présente à la presse des photographies satellite montrant le porte-avions ex-soviétique *Varyag* en réparation dans le chantier de Dalian au nord de la Chine. Pour Liu Chih Chien ces photographies prouvent que la Chine est en train de se doter d'un premier porte-avions qui pourrait servir de plateforme d'entraînement pour un programme plus ambitieux. Li Weiyi, un porte-parole chinois du bureau des questions de Taiwan dément ces informations dans un communiqué de l'agence Xinhua⁵⁸ mais le 10 mars le journal Wen Wei Po de Hong Kong cite une déclaration du général Wang Zhiyuan indiquant que « l'Armée chinoise va conduire des recherches et construire un porte-avions et développer une flotte de porte-avions ». Le général poursuit en indiquant que le porte-avions est un instrument important pour les grands pays qui doivent défendre leurs intérêts sur la mer. La Chine est un grand pays avec une grande côte. Un porte-avions est donc nécessaire pour défendre

⁵⁸ Cité par Lague D., "An Aircraft Carrier for China", *International Herald Tribune*, lundi 30 janvier 2006

nos intérêts sur la mer ». ⁵⁹ L'article poursuit en indiquant que la Chine pourrait déployer ses porte-avions à proximité des routes de transport des matières énergétiques en Mer de Chine du Sud où des bâtiments de guerre sont aujourd'hui déployés ⁶⁰. D'autres sources rapportent que la Chine a demandé une présentation du chasseur embarqué russe SU-33 FLANKER lors du dernier salon aéronautique de Moscou ⁶¹ ; et les annuaires *Jane's Fighting Ships* et *Flottes de Combat 2006* rapportent que la Chine a construit ou acquis au cours des cinq dernières années les moyens d'escorter un porte-avions, à savoir : sept grands destroyers anti-navires et anti-aériens ⁶² – dont trois construits en Russie – trois frégates ⁶³ et deux grands pétroliers ravitailleurs d'escadre ⁶⁴. Deux autres grands destroyers sont en construction à Dalian ⁶⁵ et une dernière unité sera livrée par la Russie en 2006 ⁶⁶. Au total, la Chine a su développer en cinq ans les moyens d'escorte et de ravitaillement nécessaires à la constitution d'un groupe aéronaval. L'intérêt de la Chine pour les porte-avions remonte aux années quatre-vingt. Leur partisan est le général amiral Liu Huaqing, qui a commandé la marine chinoise de 1982 à 1988 avant de devenir vice-président de la commission militaire centrale (1989-97). Sous sa direction la marine chinoise achète, en France, la licence pour produire des hélicoptères DAUPHIN et SUPER FRELON et reçoit

une assistance opérationnelle ; elle engage des études de faisabilité à l'Institut de recherche de la marine (Shanghai) et ouvre à l'académie navale de Guangzhou un cours de commandement à la mer pour les pilotes de l'aéronavale. En 1985, la Chine acquiert l'ancien porte-avions australien *Melbourne* dont le pont d'envol est installé à terre pour former des pilotes aux techniques d'appontage avec brins d'arrêt. En 1987, la *Far Eastern Economic Review* rapporte qu'un chasseur F8 aurait testé une catapulte à vapeur. Dans ses mémoires publiées en 2004, Liu Huaqing justifie le porte-avions pour dissuader Taiwan de proclamer son indépendance : « ...Alors que nous nous penchions sur la question de la guerre dans le détroit de Taiwan, nous avons découvert que l'emploi de l'aviation basée à terre était un gâchis car nous aurions très vite besoin d'un plus grand nombre d'avions et de bases...Et si nous développons un porte-avions, nous n'avons pas besoin d'augmenter le nombre total d'avions ; nous devons juste les modifier. Le prix unitaire de ces appareils sera plus élevé mais pas tellement plus élevé. Ainsi, construire une force de porte-avions n'est pas tellement une question de savoir comment nous devons prévoir nos dépenses ou augmenter notre budget. Plus encore, le porte-avions deviendra un multiplicateur de forces, accroissant la puissance de feu de tout le groupe » ⁶⁷. L'acquisition d'un porte-avions fait l'objet de débats passionnés dans la presse. Ses partisans soulignent que celui-ci est indispensable à la protection d'une force navale : « 40 appareils embarqués peuvent assurer la défense aérienne d'une force navale là où 200 appareils basés à terre seraient nécessaires. Grâce à son groupe aérien, un porte-avions couvre une surface 50 fois plus vaste que n'importe quelle autre unité de la flotte » ⁶⁸. Le contre-amiral Rao, président de l'Académie navale de Gangzhou déclare : « La construction d'un porte-avions est longue... Nous ne pouvons pas nous permettre de creuser des puits après que nous ayons soif ». En 1992, la presse

⁵⁹ Déclaration de Liu Chih-chien, porte-parole du ministère taiwanais de la défense, 19 janvier 2006.

⁶⁰ Déclaration du général Wang Zhiyuan citée par le journal Wen Wei Po, 10 mars 2006 ; reprise par la Japan Economic Newswire (Kyodo)

⁶¹ FISHER, R., *People's Liberation Army Leverage of Foreign Military Technology*, exposé de Richard D. Fisher, Jr. devant le Congrès des Etats-Unis (*U.S.-China Economic and Security Review Commission*), le 16 mars 2006 ; le SU-33 est une variante des SU-27 et SU-30 déjà en service dans les forces aériennes et aéronavales chinoises.

⁶² Type SOVREMENNYI russes (3+1 unités, n°136, 137, 138), Type 052B (2 unités, n°168, 169), Type 052C (2 unités, n°170, 171).

⁶³ Dont deux Type 054, ressemblantes aux frégates furtives LA FAYETTE (n°525, 526).

⁶⁴ 2 unités, n°886, 887

⁶⁵ Type 051C (0+2 unités, n°115, n° ?)

⁶⁶ SAUNDERS, B., *Jane's Fighting Ships 2005-06*, Londres, 2005 ; PREZELIN, B., *Flottes de Combat 2006*, Rennes, 2006 ;

⁶⁷ LIU HUAQUING, *Mémoires*, Beijing, 2004, pp. 638-639.

⁶⁸ Cité par SAKHUJA, V., *Dragon's Dragonfly : the Chinese Aircraft Carrier*, IDSA paper, New Delhi, 1999 et STOREY, I., You JI, *China's aircraft carrier ambitions: seeking truth from rumors*, *Naval War College Review*, Winter, 2004

chinoise évoque, de nouveau, la question du porte-avions. L'amiral Shi Yunsheng, commandant les forces aéronavales en Flotte du Sud, déclare : « *pour protéger et contrôler la mer de Chine méridionale, nous devons accorder la priorité à l'aviation capable de combattre à longue distance et à l'aviation embarquée sur un porte-avions* ». Un an plus tard, dans un article intitulé « Le Rêve d'un porte-avions chinois », le capitaine de vaisseau Cao Xueqi réclame un porte-avions pour protéger les forces navales autour de l'archipel contesté des Spratley⁶⁹. En février 1995, le chantier naval espagnol Bazan propose à la Chine deux projets de porte-avions : le SAC-200 (23 000 tonnes ; 221 mètres) et le SAC-220 (25 000 tonnes ; 240 mètres ; 21 appareils). Pékin ne donne pas suite, mais cherche à obtenir les plans. En septembre 1996, le général Liu Huaqing, alors vice-président de la commission militaire centrale, se rend en France où il visite le *Charles de Gaulle*. La presse taiwanaise s'inquiète alors de voir Paris contourner l'embargo sur les armes pour vendre le *Clemenceau* à Pékin. Le tir d'un missile américain sur l'ambassade de Chine à Belgrade, en mai 1999, déclenche une campagne de presse et une souscription en faveur d'un porte-avions chinois : onze millions de yuans (environ 1,5 millions d'euros) auraient ainsi été réunis grâce aux contributions de particuliers – comme la jeune écolière Li Fan – ou d'entreprises comme la compagnie Anyang au Henan, principale donatrice. L'Association chinoise pour la science et la technologie rappelle que : « *le fait que la Chine soit le seul membre permanent du Conseil de Sécurité à ne pas posséder de groupe de porte-avions est un handicap qui empêche la Chine de tenir son rang* ». Le porte-avions rappellerait au monde et aux riverains de la mer de Chine méridionale le message qu'un empereur avait envoyé à un État tributaire : « *La Chine est une grande puissance. Tremble et obéis* ». Le quotidien de l'armée reprend ces arguments et affirme : « *Avoir ou ne pas avoir un porte-avions n'est pas seulement une question de matériel ; il s'agit de savoir si l'on veut ou non avoir le contrôle de l'espace aérien au-dessus de la mer et si l'on souhaite, oui ou non, devenir une puissance maritime* ». Le journal souligne que les exemples de l'Argentine, du Brésil

⁶⁹ Ibid.

et de l'Inde montrent que des pays aux ressources limitées peuvent mettre en œuvre de telles plates-formes parce qu'ils ont une conscience nationale tournée vers la mer⁷⁰. Entre 1993 et 1997, la presse russe, hongkongaise et taiwanaise évoque deux autres démarches : la commande d'un plan de porte-avions au bureau Nevskoye de Saint-Pétersbourg et un programme de trois porte-avions de 48 000 tonnes (d'un coût unitaire de 580 millions de dollars) à construire d'ici à 2020. Un film de la CSSC (China State Shipbuilding Corporation) montre une maquette de porte-avions dans un bassin d'essai. Par divers intermédiaires, la Chine poursuit l'acquisition de porte-avions désarmés. Non opérationnel depuis l'avarie de propulsion survenue en 1988, l'ex-*Minsk* soviétique, vendu à un ferrailleur sud-coréen en 1995, est racheté par la société chinoise SZ Minsk Aircraft Carrier Industrial Co of China pour cinq millions de dollars et transformé en parc d'attractions à Shenzhen ; aujourd'hui en faillite, cette société propose le porte-avions à la ferraille. En août 1997, cinq ans après une visite d'officiels chinois au chantier de Nikolaïev, la compagnie Chong Lot Tourist and Amusement Agency, basée à Macao, acquiert la coque du *Varyag*, avec la meilleure offre des six postulants : 600 dollars par tonne d'acier, soit trois fois le prix du marché. La rétrocession de Macao à la Chine en 1999 permet la revente du bâtiment à une autre société chinoise et son départ vers la Chine. Bloqué par les autorités turques, qui redoutent que cette masse inerte n'obstrue accidentellement le Bosphore, l'ex-*Varyag* franchit les détroits après la visite du ministre adjoint des Affaires étrangères chinois à Ankara et l'offre d'une aide économique de 360 millions de dollars⁷¹. Au lieu de gagner Macao, l'ex-*Varyag* est remorqué vers le chantier nordiste de Dalian. Entre temps, l'ex-*Kiev* rejoint l'ex-*Minsk* pour être transformé, lui aussi, en parc d'attractions. Trois autres tentatives pour acheter les ex-25 de Mayo argentin, *Clemenceau* français et *Minas Gerais* brésilien – et leurs précieuses catapultes à vapeur – échouent. En marge des porte-avions transformés en parcs d'attractions, des maquettes plus ou moins grandes sensibilisent le public dans des

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ *Mystery of 'Casino' Ship Deepens,* South China Morning Post, 24 February 2002

parcs près de Guangzhou et Shanghai. Après le départ à la retraite de Liu Huaqing en 1997, les déclarations de responsables chinois semblent indiquer que la décision d'acquérir un porte-avions a pu être reportée. La commission militaire centrale redouterait d'indisposer les voisins de la Chine et de donner à ses adversaires éventuels une cible de choix. Les analystes de l'Institut de recherche de la Marine semblent favoriser le sous-marin qui « *devient le bâtiment le plus important du XXI^e siècle en raison de sa furtivité et de sa capacité à détruire les grandes unités d'une marine supérieure* »⁷². Enfin, le département de la défense américain ignore la possibilité de la transformation du *Varyag* dans ses rapports annuels au Congrès, plusieurs observateurs estimant que le coût de construction d'un groupe aéronaval serait prohibitif pour un budget mobilisé par la modernisation économique du pays⁷³. C'est négliger les programmes en cours chez les voisins immédiats de la Chine, la Corée du Sud et le Japon qui ont entrepris de se doter de porte-aéronefs. C'est oublier que la Chine dispose dès à présent d'une coque de porte-avions qui peut être achevée avec une assistance que l'Ukraine et la Russie seraient bien volontiers disposés à offrir. L'exemple des porte-avions britanniques ou des cuirassés américains de la Seconde Guerre mondiale achevés ou modernisés après une ou plusieurs décennies d'immobilisation doit être gardé en mémoire. L'université du Génie maritime d'Harbin exhibe d'ailleurs, dans son hall d'entrée, la maquette du *Varyag* aux couleurs chinoises. On y voit la version navalisée du SU-27 FLANKER, pour lequel cette plate-forme a été conçue. Les travaux d'entretien et de peinture engagés par la Chine sur le *Varyag* depuis mars

2005 semblent donner raison au porte-parole du ministère de la défense taiwanais.

⁷² Shen Zhongchang, Zhang Haiying and Zhou Xinsheng, "21 shiji haizhan chu tan" (21st century naval warfare), *Zhongguo junshi kexue* (China Military Science) 33, no. 1 (Spring 1995): 28-32, in Pillsbury, *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 261-274.

⁷³ US DoD, *Annual report on the military power of the People's Republic of China, rapports annuels au congrès des États-Unis, 1999-2005*. COLE, B., *The Naval Component of the Chinese Defense Budget* "Remarks prepared for the U.S.-China Security Review Commission, 7 décembre 2001. Cole prétend a tort qu'un porte-avions ne changerait pas la situation dans le détroit de Taiwan.

*Erratum: Une erreur s'est glissée dans l'article "Après la défaite du camp présidentiel aux législatives de décembre, le pouvoir revient vers les partis" dans le numéro 2 de China Analysis – Les Nouvelles de Chine: le titre devrait être: **L'onde de choc des élections combinées du 3 décembre sur les équilibres de la majorité présidentielle***

14. Vers une marginalisation de Taiwan au sein du triangle de sécurité?

Synthèse commentée de Hubert Kilian à partir de:

- Chen Yuchun «L'abolition du Conseil pour l'Unification Nationale va à l'encontre des intérêts nationaux des Etats-Unis » Zhongguoshibao (China Times) 08 février 2006. Pages éditoriales.

- Yang Yongming «La guerre pour la définition de la nature du statu quo » Zhongguoshibao (China Times) 23 février 2006 pages éditoriales.

Dans son discours traditionnel des vœux à la Nation, le Président Chen Shui-bian s'était fixé trois objectifs pour cette nouvelle année lunaire. Parmi ceux-là, était annoncée la volonté de considérer de manière très sérieuse l'abolition du Conseil pour l'Unification Nationale et des Lignes Directrices pour l'Unification Nationale, créant ainsi une crise majeure entre Taipei et Washington. Après un mois de négociations tendues avec les Etats-Unis, le 27 février 2006, le Président Chen Shui-bian a pris la décision de faire «cesser» le fonctionnement du Conseil pour l'Unification Nationale et de faire «cesser» l'application des Lignes Directrices pour l'Unification Nationale.

Cette crise a mis en relief le fonctionnement complexe du triangle de sécurité dans le Détroit de Taiwan. Les deux articles référencés ici soulignent de manière claire la divergence croissante entre la démarche politique de Chen Shui-bian et les intérêts américains - analysé par les auteurs comme un des facteurs déterminants de cette crise .

Le premier article, publié en réaction au discours présidentiel du nouvel an lunaire, souligne d'abord la récurrence de ce type de crise dans les relations

taiwano-américaines pour montrer la divergence grandissante entre les intérêts nationaux des Etats-Unis et la politique de Chen Shui-bian. L'auteur fait remonter la première crise à 2003, lorsque Chen Shui-bian avait proposé de soumettre un nouveau texte constitutionnel à un vote référendaire, poussant alors Georges Bush à s'agacer devant le Premier ministre chinois Wen Jiabao de la volonté unilatérale de Taipei de modifier le statu quo. L'auteur cite ensuite l'une des premières réunions à la Maison Blanche que Georges Bush avait tenue après sa réélection en 2004 et pendant laquelle il avait été décidé d'une politique de gestion commune avec la Chine des crises dans le détroit de Taiwan (*gongtong guanli taihai weiji*). Puis, en septembre 2005, c'est la visite officielle du Président Hu Jintao aux Etats-Unis qui est citée et pendant laquelle ce dernier avait fait part de la volonté de la Chine de collaborer avec Washington dans le maintien de la stabilité et la paix dans le détroit » (*zhongguo yuantong meiguo yiqi duidai taihai heping yu wending*) expliquant que la Chine et les Etats-Unis avaient un intérêt commun à la gestion des évolutions dans le détroit de Taiwan selon le principe de « pas d'indépendance, pas de crise militaire » (*bu du jiu bu wu*) Enfin, l'auteur cite une audition du Directeur adjoint du Bureau des Affaires Asie Pacifique du Département d'Etat devant le Congrès, expliquant que la politique américaine visait à soutenir la démocratie taiwanaise, mais que le problème de la souveraineté de Taiwan ne pouvait être traité sur ce même plan. L'auteur considère la crise actuelle comme le fruit d'une évolution de fond de la politique américaine. Selon lui, les Etats-Unis doivent faire face à un relatif affaiblissement de leur prestige et de leur puissance tout en ayant à gérer l'émergence de puissances telle que la Russie, la Chine et l'Inde. L'importance des relations économiques entre les Etats-Unis et la Chine générant aussi la naissance d'un intérêt mutuel entre Pékin et Washington selon le principe de « pas de guerre » (*bu zhan*) Ainsi, selon l'auteur, le contexte global de la stratégie américaine dans le détroit et ses évolutions représentent une contrainte pour Taipei, dont Chen Shui-bian n'aurait pas dû s'affranchir.

Dans le second article, Yang Yongming préfère expliquer la crise et l'opposition américaine à l'abolition du

Conseil pour l'Unification Nationale par la différence de définition du statu quo entre Washington et Taipei. Selon lui, si l'on fait abstraction des motivations de Chen Shui-bian liées à des considérations de politique intérieure, Taipei a une gestion et une approche du statu quo qui provient d'une définition et d'une compréhension propre, en fonction notamment de la nature des interactions entre les deux rives du détroit. Pour faire face à la nouvelle politique de la Chine Populaire, fondée sur la valorisation de son *soft power* et de son poids économique avec l'objectif de renforcer les échanges dans le détroit et de s'opposer à l'indépendantisme, Chen Shui-bian s'est appuyée sur l'opinion publique pour tenter de modifier la direction que prenaient les échanges entre les deux rives, avec l'espoir de transformer la politique d'une « seule Chine » des états d'Asie orientale et des Etats Unis. Mais il a été trop difficile pour Taipei de convaincre Washington et les autres pays de la zone que la politique chinoise de réunification dans le Déroit de Taiwan représentait une modification unilatérale du statu quo, notamment du fait de la politique "d'émergence pacifique" de la Chine en Asie.

Mais Yang Yongmin rejoint le second auteur en voyant aussi dans l'opposition américaine une explication de nature stratégique. Il considère que l'abolition du Conseil pour l'Unification Nationale, remettant en cause l'engagement du Président Chen Shui-bian, connu sous le nom des « 4 nons et un sans », fragilise ainsi le fonctionnement du triangle de sécurité et menace les intérêts américains. Pour l'auteur, cet engagement Taiwanais répondait à une exigence américaine de sécurité, mais permettait aussi de bloquer les tentatives chinoises d'utiliser d'autres dossiers comme celui de la Corée du nord pour tenter de faire céder Washington sur la question de Taiwan. Cet engagement des « 5 nons » revêtait une fonction d'intégrité forte et un certain symbolisme et avait pour fonction de garantir la permanence de la paix dans le détroit et les bénéfices d'une stratégie américaine globale. Cet engagement de Chen Shui-bian représentait une forme de politique de sécurité (*anquanxing Zhengce*) et était aussi conforme aux intérêts américains. Le second auteur rajoute, dans la même démarche, que les dirigeants chinois ont aussi fini, après la fin de l'ère Jiang Zemin,

par admettre la nécessité de ne pas s'opposer aux intérêts américains et à faire preuve d'une nouvelle flexibilité, comme le montre les « 4 points de Hu Jintao » et la définition chinoise du statu quo comme « les deux rives pas encore réunifiées » (*liangan shangwei tongyi*)

Alors que le premier auteur conclut que si Taipei continue d'utiliser la surprise en mettant en péril les intérêts fondamentaux des Etats-Unis, c'est la sécurité et les intérêts des taiwanais qui seront mis en danger, le second auteur est moins pessimiste et considère que l'abolition du Conseil pour l'Unification Nationale ne provoquera pas de déstabilisation forte dans le détroit, mais qu'il faut s'attendre à un certain nombre de conséquences négatives. S'il est sûr que les Américains ne prendront pas de sanctions, Washington ajustera certainement son comportement du fait de l'interprétation américaine selon laquelle Taipei a modifié de manière unilatérale le statu quo. La visite prévue au mois d'avril de Hu Jintao aux Etats-Unis risque d'être un moment critique, surtout si l'alliance de circonstance entre Américains et Chinois se reproduit. En fait, Taipei a ainsi donné une occasion à la Chine d'exiger de Washington un accord de coopération ou au moins une gestion commune de la question.

15. L'armement de Taiwan: vers un dénouement consensuel grâce aux patientes négociations de Wang Jin-ping?

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de:
- YOU Shu-hui, DING Jia-lin, "Les achats d'armes devraient passer lors de la prochaine session parlementaire, l'empereur Wang Jin-ping l'a dit, il en sera donc ainsi", *Xin Xinwen (The Journalist)*, n°989, 16-22 Février 2006, p 28-34.

Dans un article et une interview du Président du Yuan législatif, Wang Jin-ping, le *Xin Xinwen* annonce une issue au blocage de la politique d'achats d'armes taiwanaise. Bloqué depuis presque deux ans par la majorité parlementaire au Yuan législatif⁷⁴, le projet de loi sur l'acquisition d'armements américains devrait passer

⁷⁴ Le premier projet de loi a été présenté au Yuan Législatif le 2 juin 2004.

lors la nouvelle session parlementaire, qui a débuté le 21 février, dans une version très modifiée, mais acceptable pour toutes les parties. Taiwan n'achèterait ni les sous-marins, ni les batteries de missiles anti-missiles PAC-III, mais se contenterait d'acquérir les avions de surveillance P3C Orion. D'une enveloppe budgétaire spéciale de 610 milliards de dollars de Taiwan, on en arriverait à 50 milliards de dollars de Taiwan échelonnés sur 4 ans dans le budget régulier du Ministère de la Défense.

L'article est prospectif et annonce une issue certaine à la crise. Fin février 2006, le Ministère de la Défense taiwanais et le Président Chen Shui-bian sont encore attachés à des positions inacceptables pour l'opposition parlementaire⁷⁵. Cependant, le Yuan Législatif a le pouvoir d'imposer une loi au pouvoir exécutif, à la majorité simple, même si en théorie le Président de la République peut le dissoudre. Deux années d'affrontement législatif et de consultations américano-taiwanaises devraient aboutir à un dénouement consensuel, acceptable pour les Etats-Unis, bénéfique pour les capacités de défense taiwanaise, en imposant au Président Chen Shui-bian les positions de la majorité parlementaire, le tout sans provoquer de crise majeure dans les relations sino-américaines. Pour la première fois de l'histoire de Taiwan, le pouvoir exécutif n'aura donc pas les moyens de prendre seul une décision en matière d'armement, et les négociations aboutissant à cette décision ne seront pas menées par le Conseil pour la sécurité nationale, mais par le Président du Yuan législatif. Selon le Xin Xinwen, le déblocage de la situation serait en effet à mettre au crédit des efforts diplomatiques de Wang Jin-ping.

Quatre raisons expliquent l'abandon des huit sous-marins à propulsion diesel que le Ministère de la Défense souhaite pourtant encore acquérir. Tout d'abord, le problème de la production. Les Etats-Unis

⁷⁵ Lee Chieh, le Ministre de la Défense, continue à demander que les trois articles soient achetés par Taiwan. Lee Chieh a toutefois récemment proposé un compromis: il accepterait de retirer les PAC-III de la liste si les sous-marins et les P3C Orion étaient acceptés par le Yuan Législatif. Voir "MND May Get Abbreviated Arms Package", *eTaiwan News*, 22 Février 2006.

n'ont plus d'usines adaptées, les Européens ne veulent pas s'impliquer dans les équilibres de sécurité du détroit de Taiwan, et Taiwan ne construira pas d'usines sur son propre sol. Ensuite, le prix annoncé serait supérieur de 100% au prix du marché. Enfin, Taiwan devrait attendre plus de 15 ans pour que les sous-marins soient opérationnels. Wang Jin-ping souligne que dans ces conditions, une telle acquisition n'est pas acceptable pour le Yuan législatif. En plus de ces questions techniques, Wang évoque une quatrième raison d'ordre diplomatique. Alors que Georges Bush avait accepté en avril 2001 la vente de ces sous-marins, elle aurait des effets dévastateurs sur les relations sino-américaines. En effet, les sous-marins sont un armement de nature offensive, qui donnerait à la marine taiwanaise la capacité d'attaquer le port de Shanghai. Les Américains seraient en définitive soulagés que Taiwan les abandonne⁷⁶. Cette analyse de Wang Jin-ping reprend celle du député KMT Su Chi, membre de la Commission de défense de l'Assemblée⁷⁷.

Sur les PAC-III, Wang Jin-ping aurait réussi à faire accepter sa position à l'administration Chen Shui-bian. Selon Wang, les résultats du "référendum défensif" du 20 mars 2004 engageraient le Yuan exécutif à renoncer à cet achat pendant trois ans⁷⁸. Le débat devrait donc être mis de côté jusqu'à la fin du mandat de Chen Shui-bian. En attendant, Taiwan peut up-grader ses batteries existantes PAC-II en PAC-III, ce qui lui coûterait

⁷⁶ Un article du *Taipei Times*, reprenant le *Jane's Defense Weekly*, va plus loin en estimant que Washington a tout fait pour rendre cette vente impossible. "US Said to be Blocking Sale of Subs", *Taipei Times*, 20 Février 2006.

⁷⁷ SU Chi "New Thinking on Arms Purchasing", *China Post*, 3 Janvier 2006, traduction anglaise sur www.taiwansecurity.org.

⁷⁸ La première question du référendum invalidé pour cause d'une participation inférieure au seuil de 50% demandait à la population taiwanaise si elle acceptait d'acquérir plus de systèmes de défense anti-missile pour renforcer les capacités d'autodéfense de Taiwan face à la disposition par la Chine de missiles balistiques visant Taiwan. La loi référendaire stipule qu'une même question ne peut être reposée que trois ans après le premier scrutin, ce qui est interprété dans le sens d'une validité de trois ans d'un vote référendaire.

moins cher. Une acquisition de PAC-III serait toutefois envisageable après 2007, quand l'État taiwanais ne sera plus lié par les résultats de la consultation référendaire. Le Ministère de la Défense a déjà annoncé qu'il redemanderait l'achat de PAC-III en 2007⁷⁹. Par contre, Wang Jin-ping annonce que Taiwan achètera bien les avions de surveillance P3C Orion, sans préciser si Taiwan en acquerra huit, dix ou douze, les consultations sur ce point n'étant pas achevées. Le prix annoncé de 50 milliards de dollars correspondrait à un premier achat de huit appareils. Wang souligne que les avions de surveillance sont nécessaires à la sécurité dans le détroit de Taiwan. Jusqu'à présent, des P3C Orion de l'armée américaine patrouillent déjà dans le détroit de Taiwan, et il est temps que les Taiwanais reprennent eux-mêmes cet aspect de la défense de l'île. Ce matériel, défensif par nature, ne provoquera pas de réaction trop négative de la part des Chinois.

Pour compenser le manque à gagner des producteurs d'armements américains, la proposition du KMT est d'augmenter le budget annuel de la défense et les achats réguliers d'armements à hauteur de 3% du PIB de l'île⁸⁰. Selon le Xin Xinwen, cette augmentation aurait pour conséquence que Taiwan dépenserait chaque année près de 100 milliards de dollars de Taiwan en acquisitions en provenance des États-Unis. Pour le KMT, il s'agit de démontrer aux États-Unis l'esprit de défense de Taiwan (*fangwei juexin*), mais également de corriger les coupes budgétaires effectuées par l'administration Chen en matière de défense suite à l'augmentation des dépenses sociales taiwanaises. Ces coupes auraient touché en particulier l'entretien des avions de combat, la rénovation des systèmes d'armes, et les programmes d'entraînement.

Ce sont donc ces éléments de compromis qui devraient apparaître dans le projet de loi que proposera le groupe de travail du KMT à l'Assemblée Nationale (composé des membres KMT du comité pour la

défense du Yuan Législatif) lors de la prochaine session parlementaire. Selon le Xin Xinwen, les consultations sont en cours, mais la direction politique générale a été fixée par le travail diplomatique de Wang Jin-ping. Pour atteindre ce consensus, Wang Jin-ping aurait négocié avec Ma Ying-jeou, le comité central du KMT et le groupe de travail du parti sur les achats d'armes, avec le Président Chen Shui-bian, le PFP, et les personnes en charge au Département de la défense américain ainsi qu'au Congrès. Au retour d'entretiens à Washington début février, Wang aurait réussi à convaincre le KMT d'une position qu'il lui serait possible d'imposer à l'administration Chen Shui-bian. Selon Ma, comme il l'a répété lors de sa récente visite en Europe, le projet d'acquisition du Yuan exécutif risquait d'ouvrir une course aux armements avec la Chine continentale. Wang estime que malgré la justesse de cette position, quelle que soit l'intensité des acquisitions d'armes taiwanaises, la Chine continuera au même rythme son effort de modernisation accélérée de son outil militaire. Taiwan doit donc mener sa politique d'armement en réaction à la modernisation de l'Armée Populaire de Libération, en évitant les mouvements susceptibles de provoquer Pékin. Cette vision prévaudrait aujourd'hui au KMT. Ma Ying-jeou et le comité central se sont accordés pour donner des garanties aux Américains en matière d'esprit de défense et d'efficacité du fonctionnement des institutions taiwanaises. Selon Wang, alors que les relations américano-taiwanaises sont dans une situation délicate en raison de l'affaire du Conseil pour l'Unification nationale⁸¹, le KMT ne sera plus en mesure de revenir sur cette position. Du côté des consultations avec les Américains, Wang estime que sans effort sur les achats d'armements, les relations américano-taiwanaises se seraient effondrées (*bengkui*). Selon lui, le message des autorités américaines était que sans avancée, les États-Unis perdraient « tout intérêt dans les affaires taiwanaises ». Le message de Wang consistait à assurer Washington de l'esprit de défense de Taiwan. Wang rappelle que dans toutes ses entrevues avec des parlementaires américains, la question des achats d'armes revenait constamment

⁷⁹ "MND to Resubmit Bid to Buy Anti-Missiles in 2007", eTaiwan News, 23 Février 2006.

⁸⁰ Cette position reprend les demandes du Ministère de la Défense de l'île. Le budget de la défense 2005 correspond à 2,4% du PIB, soit 259 milliards de dollars de Taiwan (8,3 milliards de dollars US).

⁸¹ Voir la contribution de Hubert Kilian dans ce numéro.

en priorité. Il insiste sur les fortes pressions exercées par les Américains sur sa personne et sur les autorités taiwanaises en général. Alors que Washington a pris le risque d'accepter de vendre tant d'armes à Taiwan, le fait que Taiwan refuse de les acheter aurait vraiment provoqué une crise de confiance des Américains quant aux intentions stratégiques de Taiwan.

L'un des derniers points nécessitant de nouvelles consultations est la position de l'allié parlementaire du KMT, le PFP de James Soong Chu-yu. Le PFP rejoint le KMT dans ses arguments contre l'acquisition de sous-marins et de PAC-III. Par contre, il souhaiterait repousser la décision finale après le sommet entre Georges Bush et Hu Jintao qui se tiendra en avril, alors que le KMT préférerait que la décision soit arrêtée avant le mois d'avril. Quelle qu'en soit l'issue, derrière ce processus de négociations se dessine le projet de politique de défense du KMT, sous le slogan de « défense défensive » avancé par Su Chi⁸². Car comme le dit Wang de sa position de Président du Yuan législatif, elle l'oblige à agir en priorité en fonction des intérêts de la population taiwanaise et pas de son parti, en gardant une position neutre. Cependant, en tant que membre du KMT, s'il peut "aider le KMT, [il l'aidera] autant que possible", d'autant plus que l'opposition détient la majorité au Yuan législatif.

⁸² Su Chi "Soft Power + Defensive Defense = National Security", *Lienhebao*, 24 Janvier 2006, version anglaise sur www.taiwansecurity.org

La presse de ce numéro

- ❑ *Cajing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *21 shiji jingji baodao*: diffusé à 380.000 ex. par le groupe Nanfang Ribao.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *Lianhebao*: Un des premiers quotidiens d'information à Taiwan d'obédience nationaliste, il appartient au puissant groupe de presse *United Daily News*.
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple): version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin)

- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Waijiao Pinglun* (*Foreign Affairs Review*): mensuel de l'institut de la diplomatie (China Foreign Affairs University)
- ❑ *Wen Wei Po*: Un des principaux quotidiens de Hong Kong, en langue chinoise, proche du Parti Communiste
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Xin Xinwen* (The Journalist): hebdomadaire de Taipei, en langue chinoise
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*): un des trois principaux journaux de l'île, d'affiliation politique ambiguë, plutôt nationaliste.

L'équipe

- ❑ **Editeurs :**
François Godement et Michal Meidan
- ❑ **Contributeurs réguliers :**
Michel Auroy, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman
- ❑ **Et aussi...**
Florence Biot, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Lili Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)
- ❑ **Remerciements :**
CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas